

N° 691 du 28 février au 6 mars 1976 - 3 F 50  
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

# tribune

CONCORDE: CONTROLER  
LA PRODUCTION



# socialiste



pas  
politiques  
ces élections?

# Sommaire

**ARMEE :**  
 Et dans les casernes ? p. 4  
 Une interview de Bertrand Jullien d'IDS p. 5  
 Questions aux candidats p. 5

**POLITIQUE :**  
 Lockheed : ceux par qui le scandale persiste p. 6

**SOCIAL :**  
 Agriculture : une tentative de détournement p. 8  
 LIP : reflets dans une goutte de quartz p. 9  
 Guerre de position ou guerre de mouvement ? p. 10

**DOSSIER :**  
 Concorde : contrôler la production p. et 13

**SOCIETE :**  
 Les méthodes musclées de la Sorénel p. 14  
 La Somme au garde-à-vous p. 14  
 L'antifascisme, un crime ? p. 15  
 MLAC : zéro pour la loi Veil p. 16  
 L'Espelidou : une institution au-dessus de tout soupçon p. 17

**INTERNATIONAL :**  
 Espagne : libéralisme et grenades p. 18  
 Où va le Portugal ? p. 18  
 Chine : le drapeau rouge contre le drapeau rouge p. 19  
 Grèce : une interview d'Andréas Papas(PASOK) p. 20

**IDEOLOGIE :**  
 Lénine à Zurich : un récit romancé p. 21  
 Les semi-vérités du rapport Khrouchtchev p. 21

**CULTURE :**  
 Le chant des enfants du Vietnam p. 22  
 La poésie change aussi p. 22  
 C'est la vie d'château p. 23

## meeting PSU

- A Charleville et Revin, le 27 février, avec H. Le Tocquin.
- A Laval, le 27 février, meeting Portugal avec J. Sanchez.
- A Saint-Dizier, le 27 février, meeting avec G. Petiot.
- A. Gif-sur-Yvette, le 1er mars, meeting cantonales avec P. Gollet.
- A. Tarbes, le 2 mars, meeting cantonales avec L. Jouve.
- A Orthez, le 3 mars, meeting

cantonales avec L. Jouve et M. Suhabiète.

- A Pau, le 4 mars, meeting cantonales, avec M. Mousel et L. Jouve.
- A Rochefort-sur-mer, le 4 mars, meeting cantonales avec G. Petiot
- A Nancy, le 4 mars, meeting cantonales, avec R. Schulbaum.
- A Palaiseau, le 5 mars, meeting cantonales avec V. Leduc.



HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Alain TLEMCEN

**Ont collaboré à ce numéro :**

Y. Barou - F. Claire - J. Cottez - F. Dalbert - L. Goldberg - G. Hercet - R. Lanarcho - M. Lay - V. Leduc - M. Najman - G. Perrin - J.P. Pohl - B. Ravenel - J. Satre - Y. Sparfel - C.M. Vadrot.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)  
Distribué par les N.M.P.P.  
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Cadet Photocomposition - 75009 Paris  
Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal Lender  
Secrétariat - Documentation : Marie Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET  
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

### Dernier hommage à André Cammas

La Fédération Midi-Pyrénées et le district « Aveyron » sont en deuil. Le 26 janvier disparaissait notre camarade André Cammas à l'âge de 47 ans.

Militant du parti depuis sa création, ancien secrétaire fédéral de l'Aveyron puis ancien secrétaire de la section de Millau, il a été de tous les combats, s'est dépensé sans compter au service de l'idéal qui l'animait.

Nous voulons garder de ce militant exemplaire, animateur inlassable de la lutte contre l'extension du camp militaire du Larzac, l'image de sa dernière intervention publique au Rajal del Guorp en 1974 au nom des comités d'action et de défense.

Il laisse une femme sans emploi et deux enfants mineurs dans le besoin. La section de Millau et le Bureau national appellent les camarades du PSU à exprimer leur solidarité par un soutien financier : CCP 755 60 X Toulouse - Jean Mahié, 16, rue de la Fauvette 12000 Rodez.

# du côté de la bourse

Les idées oui, mais aussi les finances sont nécessaires pour la naissance de TS nouvelle formule.

Des camarades continuent à nous adresser des fonds pour leur nouveau journal. Faites comme eux, nous n'avons d'autres moyens que les vôtres

- D. Lyon, 50 F ; P.B. Paris 15e, 80 F ; D.L. Angers, 10 F ; P.M. Nyons, 30 F ; C. Grenoble, 20 F ; D. Grenoble 30 F ; M.L. Grenoble, 60 F ; Section de Piennes 120 F ; Fédération du Bas-Rhin, 360 F ; P.D. Amiens, 100 F ; F.R. Montpellier, 100 F ; M.B., C.P., A.G., S.D., C.H. - Section Haute Vallée de l'Arve, 500 F ; J.C. Dourdan, 100 F ; Sympathisants de Colombes, 420 F V.G. Ivry, 100 F ; Section Asnières 600 F ; J.B. Angers, 20 F ; M.M. Paris 19e, 100 F ; M.T. Bayonne 100 F ; Section Dunkerque 100 F ; Fédération Gironde, 60 F ; Section du Fleix, 200 F ; Section Rezé-Bouguenais, 1 500 F ; Section Heyrieux, 500 F ; Section Meudon, 100 F ; Section Massy 300 F ; R.F. Cergy Pontoise, 50 F ; Section de Sucy-Boissy, 300 F ; Section Val-d'Orge, 100 F.
  - Collectif Haute-Savoie, 500 F ; JPN Boulogny, 60 F ; PB Angers, 100 F ; Section St Gaudens, 200 F ; Section Rouen, 1 000 F ; Collecte Rouen, 330 F ; Section Haute Vallée de l'Arve, 40 F ; Sympathisants Ceret, 10 F ; Section Alfortville, 200 F ; Cellule social Marseille 100 F ; YT Draguignan 100 F ; Section Aire-sur-la-Lys 50 F ; RS Paris 19e 50 F ; Section St Dié 200 F ; MP Montauban 50 F ; MD Cagnes/Mer 500 F ; HD St Malo 100 F ; Section Maurienne 100 F ; Section St-Dizier 200 F ; Collecte St-Dizier 125 F ; V Q Clermont-Fd, 50 F ; Section Paris 19e 300 F ; UL Metz, 500 F ; RB - Nantes, 30 F ; PC Figanières 100 F ; SJ Bethoncourt 50 F ; Fédération Puy-de-Dôme 85 F ; TB Amiens 25 F ; Section d'Angers, 50 F ; Section de Quimper 508 F ; Section de CFF Paris 50 F ; MP Limoges, 50 F ; Collecte Maubeuge 145 F ; BP Le Blanc 100 F ; GM Remiremont 200 F ; Sympathisants Paris 12e 165 F Groupe Tolbiac Paris 13e 70 F ; Militant LCR Toulouse Raugueil, 50 F ; Section Draveil, 200 F ; JB Champigny 40 F ; Anonyme Clermont-Fd 100 F ; PD Champigny 100 F.
- TOTAL : 67 424,45 F

Notre premier objectif pour que vive TS nouvelle formule est 150 000 F. Des grands et des petits efforts sont encore nécessaires. Vos grandes et vos petites idées, nous les attendons aussi.

### ● Une autre façon de soutenir TS :

Nom : .....  
 Adresse : .....  
 Somme versée : .....  
 à l'ordre du PSU « Soutien TS » CCP - Paris 1402044

Tous ensemble nous ferons un nouveau journal !!!

### ● et abonnez-vous à TS...

Un nom : .....  
 une adresse : .....  
 et un chèque de 100 F  
 (pour 6 mois - 60 F - soutien 150 F)

TS 9, rue Borromée - 75015  
CCP PARIS 5.826.65



# Chirac, les élections et l'autogestion

Pour Jacques Chirac, les élections cantonales ne sont pas politiques. Pour Giscard, non plus. Les scrutins des 7 et 14 mars n'auraient donc d'autre rôle que de désigner des gestionnaires, chargés de traiter des problèmes « d'équipement départemental, de routes, de remembrement, d'aide sociale ». Dans tout cela, on n'aperçoit pas « de très grands débats de doctrine politique ». Il y aurait beaucoup de choses à dire sur cette conception, qui prétend exclure la politique de tout ce qui est organisation de la vie quotidienne et qui tend à dissimuler l'emprise de l'Etat et des puissances financières sur tous ces domaines.

De tels propos sont tenus au moment même où les hommes au pouvoir lancent une nouvelle offensive contre l'opposition. Le Premier ministre a donné la mesure du caractère « libéral » du régime en exaltant l'autorité des chefs d'entreprise, l'importance des cadres, et en menaçant l'emploi des travailleurs immigrés.

Ce discours — que Giscard a trouvé « excellent » — est en réalité une profession de foi électorale dans le plus pur style pompidolien, et faisant appel aux réflexes et aux éléments les plus conservateurs. On y voit nettement se dessiner la « doctrine politique » et la stratégie de la majorité, dont l'UDR devient, décidément, l'aile marchante.

Les grands thèmes de l'anti-communisme sont maintenant associés à de grossières attaques contre l'autogestion dont Chirac a déclaré qu'elle « tourne le dos au progrès, à la sécurité, à la productivité ».

Si le Premier ministre a voulu dire que l'option autogestionnaire constitue la contestation la plus radicale de ce qu'il entend par progrès dans le cadre du système, il a raison. Mais le tableau qu'il dresse par ailleurs de la situation sociale — pas de solution au problème du chômage avant plusieurs années, pas d'amélioration du pouvoir d'achat en 1976,

etc. — montre ce qu'il en est, en régime capitaliste, des valeurs qu'il défend. C'est parce que leur faillite est éclatante, de même que sont apparentes les tares des régimes bureaucratiques, que l'autogestion devient, et deviendra de plus en plus, une option de masse. Et c'est pourquoi le pouvoir se voit contraint de la combattre.

Pour le PSU, l'autogestion n'est pas un « projet de société » que l'on se contenterait de proposer comme une perspective lointaine, ainsi que le fait François Mitterrand. Elle est à l'horizon de tous les combats pour arracher aux classes dirigeantes le contrôle du travail, des conditions d'existence et des institutions. Elle inspire les luttes qui se

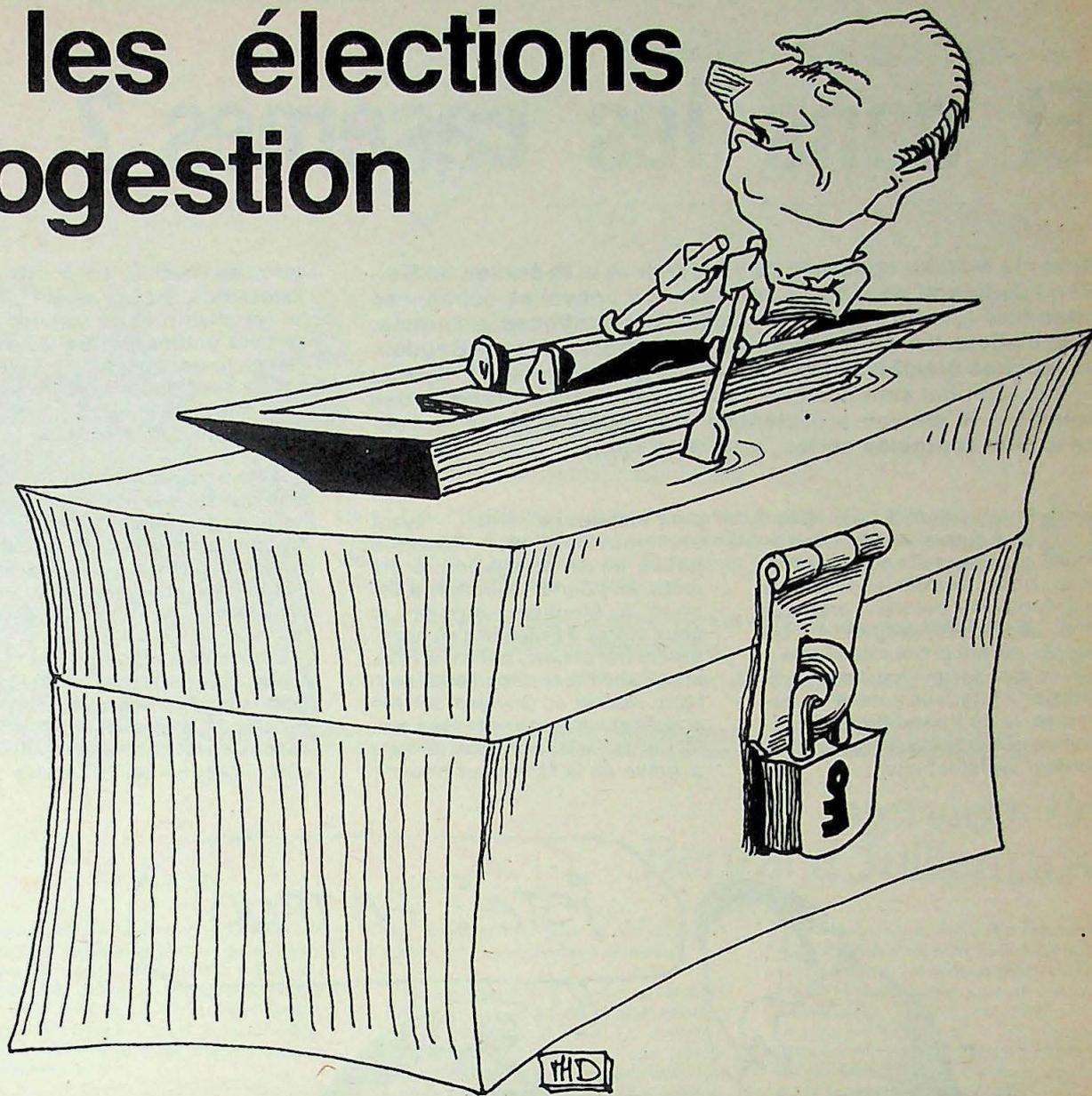
mènent sur l'emploi et les prix, sur l'habitat et l'environnement, sur la formation comme sur l'armée.

La participation d'un certain nombre de candidats du PSU aux élections cantonales prend, de ce fait, une signification précise. Ils seront, face à l'offensive de la réaction, les porte-parole du courant autogestionnaire. Ils saisiront cette occasion pour développer notre action pour l'unité des luttes populaires contre la politique du pouvoir.

Le problème de la répression contre les soldats et militants syndicalistes et politiques, les revendications de libération immédiate des deux camarades encore emprisonnés, de la cessation des

poursuites et de la levée de toutes les inculpations, de la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et des TPFA, seront au premier plan de notre campagne. A Strasbourg et à Besançon, elle sera menée directement par des camarades inculpés, Armand Jung et Jean-Paul Valentini, à Pau, par notre camarade Louis Jouve, parachutiste au 1<sup>er</sup> RIP. Mais partout, même dans les trop nombreuses circonscriptions où nous n'avons pas de candidats, le PSU doit utiliser la campagne des cantonales pour dénoncer la répression, comme pour populariser les objectifs de l'unité des travailleurs, du contrôle et de l'autogestion.

Victor LEDUC ■



## SANS AMBIGUITE

Au cours d'une réunion à laquelle participaient les principaux dignitaires de l'OTAN (et quelques hommes politiques dont Charles Hernu — au fait, que faisait-il là ?), le général Haig, commandant américain des « forces alliées » en Europe, a fait de bien surprenantes déclarations. « La mort nous guette », a-t-il expliqué selon l'AFP, « pour les Etats de l'Europe de l'Ouest hautement industrialisés, je n'accepterais pas la présence de partis communistes au pouvoir ».

Ainsi, de la manière la plus claire, l'impérialisme américain annonce ses intentions : pour protéger « le flanc sud de l'Alliance atlantique, de plus en plus menacé », il bat le rappel et n'hésite pas à faire planer les plus lourdes menaces.

Après bien d'autres déclarations allant dans le même sens, le doute n'est plus permis.

Reste que Haig et les gens qu'il représente paraissent bien plus conscients que les socialistes ou les communistes : ils ont compris que la combinaison des crises politiques, économiques et sociales au Portugal, en Espagne, en Grèce, en Italie et en France, pouvait dans la prochaine période ouvrir la perspective de la révolution socialiste européenne.

Et en conséquence ils se préparent.

Mais que font les grandes organisations ouvrières d'Europe ? Et qu'attendent-elles pour engager, dans l'unité, la lutte contre l'état-major de la contre-révolution qui a pour nom OTAN ?

M.N.

# Et dans les casernes ?

Après la marche nationale du 15 février et la libération de Bertrand Jullien et de Gérard Jussiaux, de nouvelles échéances attendent les partisans des droits démocratiques à l'armée. Tout d'abord, il reste deux camarades à libérer : Claude Baudoin et Jacques Stambouli. Mais il y a plus grave : après l'article de France-Soir qui annonçait un « rebondissement de l'affaire des soldats », le pouvoir a déclenché une nouvelle vague répressive, plus sournoise certes, mais bien réelle.

Perquisitions à Lyon, Caen et d'autres villes ; interrogatoires d'anciens soldats ; bruits divers sur l'ouverture d'un nouveau dossier ; préparation accélérée, semble-t-il, du procès devant la Cour de sûreté... Ça, c'est pour l'« extérieur »... Mais à l'« intérieur », dans les casernes, là où il est difficile de savoir ce qui se passe, la répression devient systématique.

peur majeur. Le dernier, n'ayant été trouvé qu'avec **Politique hebdo** en sa possession, a été remis en liberté. Hodayet a été muté à Monthléry-Arpajon et deux autres à Frileuse. Les appelés Secher et Lewy ont été arrêtés et relâchés mercredi. Jeudi soir, Marc Audrio et Ouvrard ont été arrêtés et mis aux arrêts sans motif. Rolland a été contraint de faire la grève de la faim pour pouvoir

casernes, comme au 5<sup>e</sup> RG de Versailles, la SM en vient à fouiller les affaires et les voitures de certains gradés est révélateur de l'ampleur des opérations déclenchées par l'état-major. Partout, dans les bases et les casernes, la SM devient omniprésente.

A Pontchartrain, encore 8 soldats ont été mis aux arrêts de rigueur pour possession du journal du comité de soldat. Ici le black out est total ; il a été exigé par une circulaire venant directement du ministère !

Le Comité national pour la libération des militants et soldats emprisonnés a décidé d'ouvrir le dossier de la répression dans les casernes afin de faire connaître le côté « caché » de l'offensive du



Nous avons déjà parlé dans **TS** de la mise aux arrêts pour 40 jours du matelot J.M. Nassiet à la suite de la diffusion à Brest du bulletin **Le Mattaf**, édité par les JC, et de la mise au trou de deux soldats (dont un membre du PS) à la base de Villacoublay à la suite de la diffusion du n° 1 de **Nouvelles Bases**, bulletin du comité de l'unité.

Au 5<sup>e</sup> régiment de génie de Versailles-Satory, les appelés Hodayet, Porta, Le Sage, Rolland et Hurubulin ont été arrêtés le 17 février. Les quatre premiers ont été mis aux arrêts de rigueur pour détention du bulletin **Le sa-**

prévenir ses parents. Près d'une centaine de soldats ont été interrogés. La répression est si pesante que le comité de soldats fait état de mouvements de sympathie chez les sous-officiers.

Au 2<sup>e</sup> RM d'Orléans, Pierre Terrier est aux arrêts depuis le 13. Il a été interrogé par la PJ. Le soldat Poard de la R.A. 103 a également été arrêté.

A Versailles St-Cyr, la Sécurité militaire fouille toute la caserne, le comité de soldats ayant dénoncé l'envoi d'un contingent d'appelés de la base pour Djibouti. Le fait que, dans certaines

pouvoir. Il a demandé à être associé à la journée d'action du 4 mars organisée par les jeunes CFDT, MARC, JS, PSU, CLAJ, MRJC, JEC... et s'apprête à interroger publiquement tous les candidats aux cantonales.

Du pain sur la planche donc, mais avec beaucoup d'espoir car la persévérance du mouvement des soldats n'est pas entamée : à preuve la sortie, cette semaine, du dernier numéro du **Gardavoufix**, bulletin du 92<sup>e</sup> RI de Clermont réalisé matériellement par la CFDT locale.

Maurice NAJMAN ■

## livrets renvoyés

Pour avoir participé à un renvoi collectif de 24 livrets militaires en protestation contre l'actuelle politique de défense nationale et contre la militarisation de la société, Gaston Debard militant PSU a comparu devant la 6<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Versailles le 20 février 1976. La salle ayant été évacuée dès le début de l'audience plus de 150 personnes attendaient à la porte.

A l'issue du procès, 14 autres livrets militaires renvoyés à cette occasion ont été remis au procureur.

Après les interventions d'un paysan du Larzac, d'un objecteur de conscience du CLO, d'un membre du PSU, d'un membre du MAN et d'un secrétaire fédéral CFDT, le jugement a été renvoyé au 12 mars.

## Après les syndicalistes et les soldats

### la presse

**Cité Nouvelle**, journal des chrétiens marxistes (1), est poursuivi pour « injures envers l'armée », sur plainte du ministre de la Défense. Son directeur de publication passera en jugement le lundi 1<sup>er</sup> mars, à 14 heures, à Lille. Il est reproché au journal d'avoir publié une affiche dont le dessin est tiré de la brochure « La justice militaire, ce qu'il faut savoir (édition Cité Nouvelle) ».

Cette brochure, rédigée en commun par 14 groupes et organisations, dénonce auprès de l'opinion publique les tribunaux d'exception que sont les TPFA (Tribunaux permanents des forces armées) et la Cour de sûreté de l'Etat. En la personne de son directeur de publication, Ambroise Monod, Cité Nouvelle est traduit devant la justice pour s'être élevé contre l'injustice militaire qui, chaque année, s'abat sur des milliers de jeunes, et pour avoir usé du droit de chaque citoyen à l'information.

Contraint de reculer dans le processus de répression engagé contre les soldats et syndicalistes emprisonnés, le pouvoir s'attaque aujourd'hui à la presse qui soutient la lutte pour les droits démocratiques au sein de l'armée, la lutte contre les tribunaux d'exception et le droit au libre débat populaire en matière de défense et d'armée.

(1) Cité Nouvelle : 46 rue de Vaugirard, 75006 Paris. Soutien financier : Cité Nouvelle, CCP La Source 34168.65. Mention « Procès ».

# LE CRI DES MURS

JOURNAL MURAL



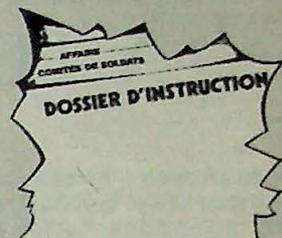
## LES COMPOSITEURS

**EXCLUSIF**

## Comités de soldats: LES DOSSIERS VIDES DE L'INSTRUCTION

Un des 53 dossiers:  
celui de Jussiaux(CFDT)

« ...Il s'est révélé que l'UL CFDT de Besançon avait apporté un soutien actif au groupe de soldats du 19<sup>e</sup> RG. »  
« ... présence de l'inculpé à la réunion au cours de laquelle a été prise la pho-



Le n° 7 du Cri des Murs réalisé en collaboration avec IDS est sorti. Il est consacré à « l'affaire » des comités de soldats: les dossiers vides, la vie de caserne, les sondages révélateurs de l'état-major sur l'état d'esprit des appelés, etc.

Le Cri des Murs, journal mural format 60 x 80, est disponible soit sur commande, soit sur abonnement.

Tous renseignements: Cri des Murs, BP 875521 PARIS CEDEX 11.

... qui politise l'armée? Ceux qui veulent en faire le « dernier rempart de la so-

## ils sont démoralisés

interview de  
Bertrand Jullien (IDS)

**TS:** Tu viens d'être libéré après deux mois d'emprisonnement. Comment expliques-tu ce changement d'attitude de la part du gouvernement?

**BERTRAND JULLIEN:** Je ne crois pas qu'il y ait, à proprement parler, de changement de politique du pouvoir. La « ligne autoritaire » est toujours d'actualité. La meilleure preuve en est la vague répressive qui s'installe dans les casernes: présence constante de la Sécurité militaire, enquêtes, mutations et arrêts de rigueur. Une répression larvée, mais tout aussi efficace. Par ailleurs on s'attend à de nouvelles inculpations.

**TS:** Est-ce que ce que la presse a appelé « l'affaire des comités de soldats », la théorie du « complot international », marque le pas?

**B.J.:** En effet. Mais cela tient tout autant à la crise de l'armée elle-même, à l'absence de réponse de la bourgeoisie à cette crise, qu'à la campagne de mobilisation et de soutien en notre faveur.

Le recours à la Cour de sûreté de l'Etat répondait à plusieurs objectifs. Neutraliser le mouvement des soldats; empêcher la jonction qui s'opère entre les soldats en lutte et le mouvement des travailleurs (Besançon et Chaumont en sont l'illustration parfaite); freiner l'ex-

tension de la révolte des appelés au corps d'active et gagner du temps pour résoudre les problèmes de l'institution; enfin démoraliser les soldats eux-mêmes et démanteler les comités. Mais c'est là que la bourgeoisie bute sur une contradiction dont elle n'est pas prête de se débarrasser.

Toute cette politique n'a de sens que si elle est accompagnée d'une alternative, d'un projet de restructuration de l'armée, de moyens de transformer ou de réduire les causes profondes du « malaise ». A long terme, la répression seule ne peut faire office de projet politique. Et c'est là leur problème. A part enfermer les militants, ils n'ont rien à proposer. Ce qui explique les indécisions de leur ligne de conduite. Ils ont en fait perdu toute confiance en leur armée. Au point qu'ils ne sont plus capables d'affronter les risques d'un changement d'orientation.

L'armée de métier? Elle passe par un conflit sérieux avec l'opposition, elle effraie l'opinion publique attachée aux « valeurs républicaines » de la conscription. Enfin — et c'est là l'essentiel — le malaise touche toutes les couches de l'appareil militaire. La crise a gagné le corps des militaires d'active et la liquidation du contingent, tout autant que sa révolte, serait un facteur de déséqui-

bre, un révélateur pour le mécontentement de l'ensemble des militaires.

La participation? Ce qui a été fait avec plus ou moins de succès ailleurs (RFA) est impossible ici. La moindre « ouverture participative » serait transformée en brèche par le mouvement des soldats. A quoi bon frapper les soldats pour leur redonner les moyens de se regrouper et d'agir? Il n'est pas aujourd'hui possible de trouver de solution propre à l'institution.

**TS:** Peux-tu nous donner une idée de la façon dont se déroulait l'instruction?

**B.J.:** Le mur d'incompréhension qui nous sépare de ces gens-là est impressionnant. Autant ils ont compris l'importance de la crise de l'armée et les dangers qu'elle représente pour leur pouvoir, autant ils ne comprennent rien à ce qu'est un mouvement démocratique de masse.

Si un soldat pense, nous lui insufflons ses idées; s'il s'exprime, nous lui dictons ses paroles; s'il s'organise, nous le manipulons. Ce n'est pas par mauvaise volonté, mais le juge Gallut s'est montré incapable de le concevoir autrement. Ils phantasmant leur propre mode de fonctionnement et ne peuvent imaginer autre chose.

Et alors c'est le délire. La possession d'un tract ou d'un bulletin prouve qu'on en est l'auteur, le soutien affirmé à telle ou telle initiative démontre qu'on en est l'instigateur. Détenir une brochure reproduisant des textes de l'Internationale communiste suffit à prouver l'existence du complot. Ceci pour donner une idée de la paranoïa du juge Gallut.

**TS:** Quelles sont vos perspectives, comment abordez-vous cette nouvelle période?

**B.J.:** Sans se faire trop d'illusions sur le recul du pouvoir, il s'agit de profiter de ce repli pour reprendre l'offensive. Et, tout d'abord, dénoncer l'hypocrisie qui consiste à relâcher des militants civils et des soldats pour remettre ces derniers en taule, une fois de retour dans leur caserne. Le mouvement des soldats a mûri et ces derniers mois se sont passés sous le signe du renforcement des comités. La question de leur coordination, de leur regroupement en des états généraux, est toujours à l'ordre du jour. L'absence d'une organisation syndicale et nationale s'est fait cruellement sentir dans cette bataille. Et, plus que jamais, le rôle et la place du mouvement syndical ouvrier sont déterminants pour l'avenir du mouvement des soldats et le succès des droits démocratiques et syndicaux.

## Questions aux candidats

Le Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés a décidé de poser quelques questions à tous les candidats aux prochaines cantonales. Munis de la lettre ouverte que nous publions ci-dessous, les militants des comités locaux interviendront systématiquement dans toutes les réunions publiques... Ça promet!

Le parti que vous représentez au cours de ces élections se réclame de la défense des libertés, de toutes les libertés.

Or, vous n'êtes pas sans savoir qu'à l'heure actuelle 53 personnes, responsables ou militants d'organisations syndicales ou politiques légales, soldats du rang, sont inculpés et poursuivis devant la Cour de sûreté de l'Etat, institution créée pour combattre l'OAS, pour le simple crime d'avoir défendu le droit des soldats aux libertés d'expression et d'association, droits garantis à « tout homme » par la Constitution.

Chacun d'entre eux risque 5 à 10 ans de prison.

Vous n'êtes pas sans savoir non plus que des dizaines de soldats dans de nombreuses casernes ont été, ou sont, « au trou », qui pour 45 jours, qui pour 60 jours, accusés de cet autre « crime » de posséder un bulletin réclamant ces droits démocratiques pour leurs camarades.

Dans ces conditions, il ne saurait être possible de parler de liberté d'un côté et, de l'autre, de couvrir ces actes arbitraires comme l'ont montré les avocats des inculpés en ouvrant les dossiers.

Chacun, et vous en particulier qui briguez une représentation électorale, est aujourd'hui en mesure de se faire une opinion.

C'est pourquoi nous sommes amenés à vous poser les questions suivantes et à rendre publiques les réponses que vous y donnerez.

1 — Pensez-vous justifiées l'arrestation et l'inculpation des 53 soldats et militants?

2 — Pensez-vous justifié le fait que les droits d'information, d'expression et d'association reconnus par la Constitution à tous les citoyens de ce pays ne le soient pas à ces citoyens en uniforme que sont les soldats?

3 — Pensez-vous justifiée la poursuite de ces hommes et femmes devant cette juridiction d'exception qu'est la Cour de sûreté de l'Etat?

4 — Vous engagez-vous à réclamer la cessation de toutes les poursuites?

# Ceux par qui le scandale persiste

## A PEAU DE REQUIN POTS-DE-VIN

**J'arrose, tu arroses, il arrose ; je touche, tu touches, il touche. On n'a pas attendu « l'affaire Lockheed » pour connaître l'imbrication des milieux politiques et du big business, du pouvoir et du capitalisme international. Le monde de la « libre entreprise » est celui du pot-de-vin ; le mot-clé du « libre marché », c'est « combien ? » ; un des ressorts essentiels du « monde libre », c'est le dessous de table...**

○ D'ailleurs où est le scandale ? Que le prince Bernhard ait empoché 5 millions de nos francs pour favoriser l'achat par les Pays-Bas d'avions de la Lockheed-Aircraft ? Qu'en Allemagne, le président de l'Union chrétienne sociale ait touché dix fois plus ? Qu'on prononce aujourd'hui les noms de politiciens britanniques, italiens, japonais, espagnols, suédois, turcs ? Que des militaires d'Amérique latine (Venezuela, Colombie) aient reçu leur part du gâteau ?... Certes non. L'affaire Lockheed, c'est la règle du jeu, non l'exception : pour vendre, la société a versé plus de quinze millions de dollars, exemptés d'impôts et, en quelque sorte, comptabilisés au chapitre des frais généraux : ainsi va le « monde libre » à l'heure des multinationales, et ce n'est pas une nouveauté.

La vraie question est ailleurs : pourquoi Lockheed et pourquoi surtout en ce moment ? La divulgation du dossier s'est faite à l'initiative de la commission présidée par Frank Church, chargé par le gouvernement américain de procéder à un examen des activités « illégales » des compagnies américaines à l'étranger...

Il faut resituer l'affaire dans le contexte des Etats-Unis aujourd'hui. L'Amérique d'après la défaite du Vietnam, du Watergate, des révélations sur les activités de la CIA (où le même sénateur Church eut un rôle prépondérant). Celle où le vent est à la « moralisation » de la politique et des affaires et même au repli sur soi, à l'isolationnisme. Ford — ou ses conseillers —, conscient de ce mouvement de l'opinion publique, veut en ces temps pré-électorales le récupérer à son profit et mener en personne la croisade de « purification ». C'est d'ailleurs sur la pression des petits actionnaires et des milieux d'affaires de moyenne envergure que les enquêtes ont été décidées.

Dans cette optique, Lockheed fut un bouc émissaire présentable... pour venir au secours du « libéralisme économique ».

En effet, Lockheed, ce sont d'abord les Starfighter, les « cerceaux volants » de l'aviation militaire qui, en près de 200 accidents, ont tué, en Allemagne, 85 hommes. Il est d'ailleurs bien connu que les pilotes ne vérifiaient qu'une chose en se mettant au manche : le mécanisme de leur fauteuil éjectable... et puis la compagnie avait obtenu du Congrès des prêts colossaux (195 millions de dollars) pour éviter la banqueroute : 10 % de cet argent a été versé en commissions et ne sera pas remboursé en 1978, à la date prévue.

Il n'est pas non plus exclu que Ford soit débordé par l'opération qu'il a lui-même engagée : on apprend aujourd'hui qu'il souhaite

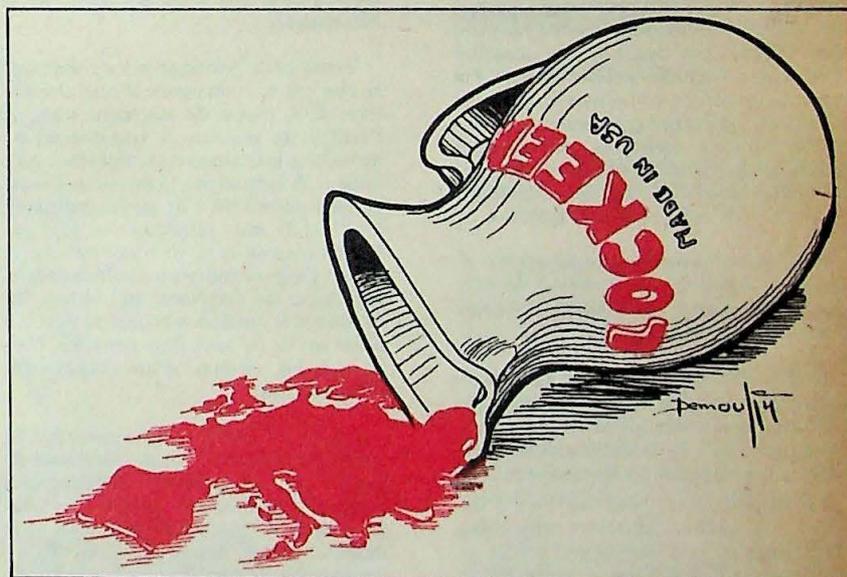
pouvoir juger de l'opportunité de divulguer ou non les dossiers « pourris ». Redorer le blason de la libre entreprise et de la fière Amérique est une chose, mettre en cause le marché américain, voire le système capitaliste et les gouvernements amis, en est une autre... Et puis il se pourrait que Frank Church, sénateur de l'Idaho, joue son propre jeu. Démocrate très conservateur, ses accents d'incorruptible passent très bien à la télévision. La Maison Blanche commence à le faire rêver, il s'en cache de moins en moins.

Mais la France dans tout ça ? Rien ? Pas un petit pot ? Pas une ristourne ? Peu de chose en effet : il n'y a guère eu que ce pauvre général Stelhin, ancien vice-président de l'Assemblée nationale, pour s'être fait, à 3 000 F par mois, le courtier de la Northrop. Non. La France, elle, dans le do-

main de l'armement n'achète pas mais vend. Elle touche moins qu'elle ne paie... Après les USA et l'URSS, elle vient au troisième rang des fournisseurs de matériel militaire dans le monde, de l'Afrique du Sud à l'Arabie saoudite, du Gabon au Brésil, la corruption est monnaie courante : pas encore assez sans doute puisque Dassault a raté le « marché du siècle » et n'a pu couvrir toute l'Europe de ses Mirages. Les YF 16 américains ont soufflé la mise.

Les remous actuels aux USA pourraient bien d'ailleurs profiter à la France : c'est un marchand de canons qui a pignon sur rue, c'est un pays où les commissions d'enquête n'existent pas, où l'on peut faire payer par les contribuables 70 % d'avance aux industries d'armement sans que cela fasse scandale.

René LANARCHE ■



## élection du Parlement européen

# un terrain de manœuvre

La rencontre Giscard-Schmidt aura déçu. Sommet banal, somme toute. La spéculation sur le marché des changes ? On fait mine de pouvoir la maîtriser. La Banque de France continuera de vendre ses devises (30 % des réserves y sont déjà passées depuis le début de l'année) et la Bundesbank des Marks, jusqu'à ce que la fièvre actuelle retombe. Pas question (pour l'instant ?) de dévaluer le franc ou de réévaluer le Mark. Le serpent est toujours debout.

Les institutions européennes ? Oui, on en a discuté. Des échanges de vues, une réflexion sur les différents projets, d'accord. Mais attention, prudence, il faut respecter le calendrier.

○ De grandes (et de petites) manœuvres politiques pourraient fort bien s'amorcer sur le terrain (ô combien plus solide que celui de la politique économique et sociale) des institutions européennes.

Le projet d'élection d'un Parlement européen au suffrage universel, s'il a laissé de glace l'opinion populaire, a enflé les milieux politiques. De vieilles controverses, en effet, viennent opportunément s'insérer dans le jeu politique giscardien. Les réactions fracassantes de certains gaullistes (Debré, Sanguinetti) contre le projet, la prise de position inverse du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe — dont Sanguinetti fut président de 1973 à 1974 — soulignent à plaisir les divisions qui se font jour au sein de l'UDR.

Un bon scrutin européen (et pourquoi pas, un référendum), voilà qui pourrait faciliter les projets de restructuration de la droite, autour des « libéraux avancés ». La fraction de la bourgeoisie actuellement hégémonique s'accommode mal, en effet, de la persistance d'un important appareil politique hérité du bona-

partisme gaulliste et qui en a conservé certaines options (développement de groupes industriels nationaux et hostilité à l'hégémonie américaine).

De ce point de vue, quelques jalons ont donc été posés. Par ailleurs, Giscard a quelques raisons de penser qu'il ne lui est pas interdit d'utiliser à son profit les divergences entre le PC et le PS à propos de l'Europe. François Mitterrand ne lui a-t-il pas fait savoir, fin novembre (il l'a démenti par la suite), qu'il pouvait compter sur les voix socialistes au moment du vote du projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel ? Une convergence, sur ce terrain, n'est-elle pas pleine de promesses pour l'avenir ? Et la conjonction, en 1978, de l'élection du Parlement européen et des élections législatives ne permet-elle pas d'envisager certains accommodements ?

Le débat sur les institutions européennes s'avère, pour Giscard, un intéressant terrain de manœuvre. D'autant qu'il n'engage à rien (ou presque). En effet, les bourgeoisies européennes ne sont pas prêtes à renoncer à leurs appareils d'Etat respectifs, qui ont fait leurs preuves quant au maintien de leur domination.

Un Etat fédéral ou confédéral européen n'a pas la moindre chance de voir le jour dans le cadre du mode de production capitaliste. Dans ces conditions, l'élection au suffrage universel d'un Parlement européen dénué de tout pouvoir peut, à la rigueur, être l'occasion d'accroître un glissement pro-atlantiste déjà largement amorcé.

Mais elle constituerait surtout une réelle opération de diversion.

Léo GOLDBERG ■

# Les trucs du toc

Les négociations salariales qui viennent de s'engager dans le secteur public et nationalisé sont plus particulièrement, cette année, le fruit d'un enjeu important. Le gouvernement et le patronat se sont, en effet, mis d'accord pour bloquer le pouvoir d'achat des travailleurs sur la base d'une augmentation des salaires égale à l'accroissement de la hausse des prix enregistrée par le seul indice officiel. La CFDT et la CGT ont refusé cette règle du jeu qui aurait pour conséquence une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs, relativement à leurs propres indices des prix. Elles ont donc lancé une offensive sur l'authenticité de l'indice officiel des prix.

l'information économique. Autrement dit, l'Institut prendrait en charge les demandes exprimées par les différents groupes sociaux lorsque celles-ci présentent un caractère général : en ce sens, l'Institut répondrait à une demande sociale. Mais, selon les groupes sociaux, cette demande ne répond pas aux mêmes impératifs. Lorsque les travailleurs réclament un indice des prix, c'est pour mesurer la baisse de leur pouvoir d'achat et revendiquer des augmentations de salaire en conséquence. Lorsque le patronat demande un indice des prix, c'est pour mesurer la valeur relative des marchandises produites à un endroit par rapport à un autre endroit, et adapter ses coûts de production pour rester compétitif. Si la demande est identique aux deux groupes antagonistes, elle ne repose pas sur les mêmes bases. Or, à chacune de ces demandes, correspond une élaboration technique différente de l'instrument de mesure. Il faut donc faire un choix et ce choix dépendra des intérêts que défend le pouvoir en place : aujourd'hui, il ne s'agit que des intérêts du capital.

## Les hausses en baisse

La direction de l'INSEE refuse, bien sûr, cette approche technologique et politique et se retranche derrière le caractère « scientifique » d'élaboration de l'indice officiel. Mais, à chaque étape du calcul de l'indice officiel, transpirent les choix qui ont présidé à son élaboration :

La définition de la consommation retenue n'est pas celle des travailleurs. Seuls sont suivis les prix des produits échangeables sur le marché. Par contre sont rejetés les impôts, les assurances, les gardiennages d'enfants, le coût du crédit à la consommation, etc. Certains biens échangeables ne sont pas pris en compte : les véhicules d'occasion, les grosses réparations...

Les pondérations — qui devraient refléter la structure de consommation des ménages de référence de l'indice, les ouvriers et les employés — sont issues de la comptabilité nationale qui ne distingue pas les consommateurs par catégories socio-professionnelles. Un redressement était néanmoins appliqué, jusqu'à ce jour, à partir des enquêtes de consommation effectuées par l'INSEE auprès des ménages. Mais ces enquêtes viennent d'être temporairement abandonnées...

Les relevés de prix, auxquels est appliqué « l'effet qualité », ont pour conséquence de minimiser la hausse réelle subie par les travailleurs. Qu'est-ce que l'effet qualité ? C'est reconnaître à un produit une amélioration de la qualité qui justifie l'augmentation du prix constatée, et réduire d'un certain pourcentage la hausse enregistrée. Supposons qu'une voiture qui valait 10 000 F disparaisse du marché. Elle est remplacée par une voiture semblable, mais valant 15 000 F. La hausse de 50 % est justifiée, selon le constructeur, par une performance meilleure, par des gadgets supplémentaires. Il y a « amélioration » de qualité, la hausse retenue ne sera donc pas de 50 % mais de 20 %, les 30 % restants étant affectés à l'amélioration de la qualité. L'analyse de l'effet qualité pourrait aller bien au-delà de son seul effet sur la hausse des prix comptabilisés. Il suppose que la valeur d'usage d'un bien est définie par le seul producteur du bien, et non par l'utilisateur lui-même !

Enfin le « lissage » — opération technique qui consiste à répartir, sur plusieurs mois ou un an, la hausse apparue à un moment donné — minimise la hausse immédiate subie par les travailleurs. Sont lissés par exemple les produits saisonniers, comme si le marchand de légumes faisait crédit de la hausse sur trois ou six mois : les dépenses scolaires, qui se répartissent environ sur deux mois dans les faits et se trouvent étalées sur un an dans l'indice, etc.

Se tenir à la critique de ces seuls éléments techniques conduit à s'enfermer dans un débat sans fin et sans issue. L'élaboration de l'indice officiel n'est que le reflet des rapports sociaux existants et un indice « honnête » ne pourrait être que le fruit d'une transformation radicale de la société capitaliste. A court terme, il est vrai que des millions de travailleurs sont touchés dans leur pouvoir d'achat par l'utilisation d'un indice qui minimise la hausse des prix. Il faut donc dénoncer l'indice et donner des armes aux salariés mais aussi expliquer que l'enjeu ne s'arrête pas à gagner quelques pour cent.

J.P. POHL ■

## La technique pour qui ?

Mais le débat immédiat, le mieux connu et le plus percutant, celui concernant les modalités techniques d'élaboration de l'indice officiel, élude trop souvent le problème de fond : l'incapacité dans laquelle se trouve l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) de faire un autre indice des prix. Celui qu'il fabrique aujourd'hui, c'est du toc.

L'Institut de la statistique, institut public, a pour tâche de servir l'intérêt général dans le domaine de

Les Américains savent déjà que l'énergie nucléaire est effroyablement dangereuse, ne serait-ce que par la fuite de 0,50% de la radioactivité de chaque usine (la sécurité n'étant assurée qu'à 99,50%, chiffres officiels) et parce que d'ici 30 ans l'uranium sera épuisé dans le monde.

La mono-énergie est la centralisation du pouvoir entre quelques mains. La seule propriété collective des sources de production ne peut se réaliser qu'avec la poly-énergie.

Diverses sources existent : solaire, géothermique, marémotrice. Non polluantes, inépuisables, sûres mais contraire au PROFIT centralisé.

Mouvement Écologie Féminisme

## Le Lauragais : Utilité Publique ?

Le samedi 7 février, le comité de sauvegarde du Lauragais appelait à une réunion « 6 heures pour le Lauragais », avec le concours de groupes occitans, de chanteurs et d'une troupe de théâtre. A 21 heures, il y avait près de 1 500 personnes dans la salle des fêtes de Castelnaudary. Le comité de sauvegarde et tous ceux qui travaillent avec lui ont pu ainsi expliquer leur action devant le public : depuis 8 mois, le CEA fait des sondages de plus en plus fréquents dans la région, car un permis de prospection lui a été accordé sur 103 km<sup>2</sup> entre Revel et Castelnaudary. L'enquête d'utilité publique a été bidon, comme toujours. Une mine d'uranium, quelle richesse pour la région !

Un matin de septembre 1975, des piquets apparaissent dans les bois, les champs ; les topographes expliquent aux curieux que

la ligne électrique va passer par là. Il est vrai qu'en novembre 1974 les maires des communes avaient reçu avis et papiers officiels pour déclencher une enquête d'utilité publique. Il s'agit d'une ligne à haute tension de 750 kw, avec des pylones de plus de 80 mètres de haut, entraînant un déboisement de 100 mètres de large à l'aplomb de la ligne. Celle-ci part des environs de Port-La-Nouvelle pour arriver à Toulouse (pour l'instant).

Pendant le mois de juillet 1975, un comité de sauvegarde s'est créé pour tenter d'obtenir des explications auprès d'EDF et du CEA. Il n'a obtenu que des fins de non-recevoir plus ou moins polies. En collaboration avec le comité antinucléaire toulousain, le PSU et Lutte occitane, il a tenté de sensibiliser les paysans de la région, d'expliquer les dangers du plan électro-nucléaire...

# une tentative de détournement

Une fois de plus, la FNSEA a mobilisé. Toujours crispée sur le mythe de l'unité du monde rural, elle feint de croire que ces manifestations vont aider Ch. Bonnet à négocier les fameux 10 % d'augmentation des prix agricoles.

Quelques groupes de paysans sont montés à Paris vendre des poules, du beurre et des patates, pique-niquer dans les parcs, trinquer avec ceux qui aiment leur vin pour leur parler de la vigne.

Les Parisiens, venus profiter des produits à bon marché, repartiront persuadés que l'ennemi commun du paysan et de la ménagère est un lointain groupe de technocrates européens. En réalité, les prix d'orientation et d'intervention ne sont pas l'élément déterminant de la situation économique des agriculteurs et du niveau des prix à la consommation. Le véritable objectif de la FNSEA, c'est — encore une fois — de canaliser la colère paysanne et de la détourner des chemins qui conduisent aux vrais responsables de la situation.



Les dirigeants de la FNSEA n'ont sûrement pas oublié les manifestants qui criaient en 1974, dans les rues de Saint-Brieuc : « **Debatisse, Chirac, dans le même sac!** » Il devient difficile, en effet, d'étouffer la voix des paysans qui discernent de plus en plus clairement les stratégies de ceux dont ils dépendent. Les véritables enjeux de l'Europe verte ne sont-ils pas en

contradiction avec l'intérêt des petits et moyens paysans ?

## A qui profite l'Europe ?

Les gros notables agrariens de la FDSEA (céréaliers, betteraviers) sont une force d'intervention au niveau de la CEE parce qu'ils font eux-mêmes partie du monde capitaliste. Ils bénéficient des mécanismes communautai-

res beaucoup plus largement que les autres producteurs (élevage, lait, pommes de terre, etc.) qui, eux, ne font pas partie intégrante du système de production capitaliste (petites structures familiales d'exploitation) et n'ont pas conquis le pouvoir économique à travers leurs coopératives. Ce sont elles qui, devenues de véritables firmes capitalistes avec l'aide des banques, bénéficient des décisions de Bruxelles.

Les agriculteurs, dans leur grande majorité, redoutent plutôt les effets brutaux des décisions européennes qui, du jour au lendemain, ouvrent ou ferment les marchés et mettent brusquement en concurrence les paysans français et italiens, bretons et luxembourgeois, occitans et libanais ou grecs. Si le négoce y gagne, si l'industrie y trouve des compensations et le gouvernement des enjeux politiques, le petit producteur est toujours le payeur.

Nous trouvons, dans le n° de février 1976 des **Jeunes agriculteurs** une information qui, si elle est exacte, montre que, dans la Communauté, il n'y a qu'en France que l'agriculture se montre incapable de faire vivre les agriculteurs. « L'évolution de l'agriculture dans les neuf pays membres n'a pas suivi la même tendance. Le revenu agricole moyen aurait grimpé l'an dernier de 30 % en Irlande, de 15 % en Italie, au Danemark et aux Pays-Bas, de 7 à 8 % en Belgique, Allemagne et au Luxembourg. Il n'y a qu'en France où il a chuté. Ceci explique en partie les propositions de la commission de Bruxelles, si éloignées des exigences françaises. »

Le revenu des agriculteurs chute. Mais les firmes capitalistes qui verrouillent l'aval et l'amont de la chaîne de production des produits alimentaires accumulent les capitaux. Dans cette chaîne, l'agriculteur est un simple producteur d'une matière première dont il ne contrôle ni le prix ni la transformation, ni la distribution.

La meilleure façon d'obtenir cette matière première à bon marché dans des conditions satisfaisantes est d'en abandonner la production aux producteurs traditionnels, les moyens et petits paysans qui représentent 80 % de la paysannerie. L'exploitation familiale, modernisée, est nécessaire ; elle est le pivot de tout le système, à condition qu'elle continue à fonctionner comme aujourd'hui.

Prenons un exemple, le secteur laitier : 76 % des 700 000 producteurs de lait ont moins de 15 vaches, et sont payés au-dessous du SMIC. Il ne s'agit pas pourtant d'un secteur de production archaïque. Etant donné le blocage des prix du lait à la production et les systèmes des primes basées à la fois sur la qualité et la quantité, le producteur, pour s'en sortir, est obligé d'augmenter au maximum la productivité de l'exploitation et la qualité du produit. Il s'endette de plus en plus.

D'après un article paru dans le n° 69 de **Vent d'Ouest**, en janvier 1976, « depuis 5 ans, si le lait a augmenté de 55 %, les charges ont grimpé, elles, de 80 % ». Or il faut aujourd'hui 15 000 litres de lait de plus qu'en 1970 pour acheter un tracteur de 45 chevaux. Pendant ce temps, l'industrie du lait est au premier rang des IAA : 14,8 % de rythme de progression pour le chiffre d'affaires du secteur coopératif laitier, des marges brutes d'exploitation entre 20 % et 30 %.

## Un quantum de production ?

Non seulement le producteur, dans cette course à la productivité, ne trouve pas les moyens d'avoir un revenu garanti et un rythme de travail équilibré, mais il fait aussi concurrence aux paysans moins bien armés que lui.

Une production excédentaire permet aux firmes en aval de peser sur les prix et de ruiner les petits paysans. A quoi bon augmenter sa production si, par contrecoup, on élimine son voisin qui va aller grossir le nombre des chômeurs. A quoi bon travailler 12 heures par jour 365 jours par an, alors que d'autres se voient refuser les moyens de travailler. Le capitalisme, à la terre comme à l'usine, divise les travailleurs.

Pour avancer une revendication révolutionnaire, il s'agit de raisonner et de lutter en termes de rémunération de la force de travail, et non plus en fonction des marchés et des prix ; la proposition de quantum de production avancée par les Paysans-travailleurs le permet.

L'idée est de garantir la rémunération de la force de travail de l'agriculteur (vivant de l'exploitation, son seul revenu) à un taux en rapport avec ceux pratiqués sur le marché du travail. Pour cela, on appliquerait ce taux jusqu'à une certaine quantité produite par travailleur. Quantité définie en tenant compte des conditions de production, du type d'exploitation, et en insérant ce quantum dans une planification qui prendrait en compte les paysans pauvres. Pour les quantités dépassant ce quantum, on « casse le prix ».

Cette revendication a le mérite de briser le cercle dans lequel tourne le producteur qui a modernisé son exploitation pour le seul profit des firmes capitalistes. Elle a aussi un intérêt politique. C'est un moyen de rapprocher les revendications paysannes des revendications de baisse des cadences et de diminution du temps de travail sans perte de salaire dans les usines.

Jacqueline COTTEZ ■

Michel Boyé, agriculteur vosgien, 47 ans, père de six enfants, est mort le week-end dernier. Il avait été blessé à coups de casque lors de la manifestation paysanne du 17 février dernier à Epinal. Avec mille camarades, il faisait une vente sauvage de yaourts devant la préfecture.

# LIP

## Reflets dans une goutte de quartz

A propos de Lip, les commentaires ont été nombreux, les vieilles rancœurs se sont rallumées : PCF, FO, OCI-AJS ont embouché avec le petit patronat du Haut-Doubs les trompettes de la calomnie. Neuschwander a été remercié. Les travailleurs de Lip ont, eux, choisi un camp : le leur. Avec eux, le PSU. Car c'est en fonction de ses propres intérêts de classe que la bourgeoisie veut imposer une restructuration de l'industrie horlogère.

Il n'est donc pas question de tomber dans le panneau de la division ouvrière. Mais il n'est pas question non plus de faire une analyse trop sommaire de la crise capitaliste en se contentant de l'attribuer aux « grands méchants monopoles ». Ce qui est en cause à travers Lip, c'est l'avenir de toute une région. Dans tous les secteurs, la restructuration est la suite plus ou moins directe d'une innovation technique, soit dans l'objet produit, soit dans le moyen employé pour le produire. Pour la montre, l'innovation a un nom : la montre à quartz.

En 1975, aux USA, un client sur deux achetait une montre à quartz au prix moyen de 250 F. A la mi-1976, les soixante firmes américaines qui se sont lancées sur le marché avec ce produit les produiront à 135 F, seuil nécessaire pour supplanter la montre mécanique. 2,5 millions d'exemplaires ont été produits en 1975 mais, pour 1980, les estimations sont de 85 millions. A l'heure actuelle, les USA, et le Japon sont les seuls à posséder la technologie et les capacités de production nécessaires à un tel essor. En effet, une montre à quartz c'est une pile, un quartz, un circuit intégré et un affichage.

On produit en Suisse et en France plus de la moitié des montres vendues dans le monde. Or les montres à quartz qui y sont produites sont vendues entre 350 F et 1 500 F. En Suisse, Ebauches SA s'est alliée au printemps 1975 avec le premier fabricant mondial de circuits intégrés (Hugues Aircraft). En France, Herma-Lov, Yema et Jaz habillent des modules américains et le réseau Lip sert à diffuser le matériel américain (sous la marque Novus). A l'exception d'une minuscule firme allemande (Eurosil) et des premiers essais de Marin (Suisse), aucune usine européenne ne construit des circuits intégrés. Montrelec, créé en 1971 pour mettre au point un modèle français, a vu la CSF lui faire défaut ; quant à Quartzelec, centré autour de Lip, il est encore trop tôt pour parler de son avenir.

L'offensive américaine sur le marché européen sera sans concession car le coût d'amortissement de la recherche technique et des investissements est énorme. Il s'agira, ni plus, ni moins, de liquider l'industrie horlogère classique. Le département du Doubs en vit (12 000 personnes réparties dans 218 usines). De nombreuses activités en dépendent. Le Haut-Doubs fait 60 % de la production française de montres, mais un ouvrier de l'horlogerie sur trois est à la recherche d'un emploi. On voit donc les conséquences dramatiques d'une restructuration qui tirerait un trait sur la micro-mécanique horlogère.

On pourrait faire de cette région un très beau parc national naturel, en maintenant quelques indigènes, rivés à leurs établis, sous les quinquets fumeux des lampes à huile. Mais la

restructuration aurait alors été accomplie et les ouvriers francs-comtois, déqualifiés, concentrés dans quelques unités, placeraient des montages japonais ou US dans des boîtiers français ou suisses, pieux souvenirs de « notre belle industrie nationale ». Les possibilités de reconversion sont rares dans cette région de mono-industrie.

Deux éventualités sont envisagées par le pouvoir. Soit, « mettre les pouces » devant l'attaque américaine et japonaise, soit restructurer l'industrie horlogère française. On sait ce que cela recouvre. Le capitalisme ne restructure qu'au niveau des grosses unités de production. Le choix gouvernemental est donc limité par la taille des entreprises françaises (Kelton est américain). Son choix est d'autant plus limité qu'en la matière le gouvernement n'est pas seul et reste soumis aux différentes factions du CNPF, bien décidé à régler quelques comptes.

Un petit patronat condamné essaie encore de mordre et reproche au pouvoir de financer le seul endroit où les infrastructures techniques sont fiables pour produire une montre à quartz : Lip. Soumis à une redoutable concurrence, ils accentueront encore l'exploitation de leurs salariés.

Il faut donc éviter de tomber dans la démagogie qui, comme l'a fait le PCF en Franche-Comté, consiste à dire que « pour une fois, les patrons ont raison ». Il faut proposer un véritable plan de développement économique de la région qui prenne en compte non seulement le plein emploi, mais aussi l'emploi des qualifications existantes. Ce n'est pas « la vocation touristique

que », grande tarte à la crème des reconversions, qui sauvera le Haut-Doubs. Au pire, son destin serait l'avalanche de touristes (comme au Languedoc) ou les touristes sous les avalanches (comme en Savoie).

C'est donc un réel plan de financement de la reconversion qui doit être élaboré (soutien aux entreprises existantes, aide à la mutation technologique, préparation de la reconversion à tous les niveaux), sous contrôle public et surtout sous le contrôle des travailleurs (1). En un mot, rendre les outils de travail aux producteurs. Le patronat français, « le plus bête d'Europe », en est loin, lui qui a peur des minces propositions de la réforme Sudreau. Co-surveillance, cogestion, participation, sont des miroirs aux alouettes. Les patrons ne veulent pas du « co » et le disent. La crise de l'industrie horlogère reflète bien cet état de fait. Cette nouvelle orientation technologique, même si elle révèle un progrès, coûtera la qualification et la vie à des milliers de travailleurs. Pourquoi ? Pour « gagner » une précision de quelques secondes, pour imposer à tous un découpage du temps, gadgetisé avec un luxe de gaspillage d'énergie (piles), en un mot, pour du fric. Eternelle contradiction donc : le fric contre la vie, le pouvoir des travailleurs contre la dictature de la marchandise. Voilà les dimensions de cette montre à quartz. La bataille sera rude pour tout le monde.

Yves SPARFEL ■

(1) Elle a commencé pour la fédération PSU du Doubs et la cellule PSU de Lip qui ont rédigé un dossier sur « la crise de l'industrie horlogère » qui a servi à la rédaction de cet article.

Social

Lip... Lip... Lip...

## la vraie nature de Francine

Neuschwander est parti. Les deux nouveaux directeurs essaient de se montrer discrets, face à la presse (voir page 9). Dans l'entreprise, ils risquent de l'être moins dès qu'il s'agira de remettre en cause l'accord de Dôle et les garanties acquises par les travailleurs après des mois de lutte. Neuschwander avait déjà montré le bout du nez en réduisant horaires et salaires. Une certaine Francine Gomez est connue des ouvriers de Watermann qu'elle dirige. L'un d'entre eux nous a communiqué un petit portrait de cette femme-patron.

☐ L'année de la femme... P-DG l'a faite entrer à titre personnel au CNPF. Depuis, les moyens d'information de la bourgeoisie sont un peu plus à son service. D'ailleurs, n'est-elle pas le symbole bourgeois de la réussite féminine ? Elle sait doser à merveille sa publicité personnelle et celle de sa firme. Ses propos sont le reflet de sa condition de femme... P-DG, bien sûr, « être femme aujourd'hui, c'est avoir beaucoup de chance... » ou de femme chef d'entreprise qui « vit » tous les problèmes : « si on retire un seul employé d'où que ce soit chez moi, je le vois, je le sens... »

Ces paroles paraissent cinglantes pour ceux qui connaissent les réalités de son entreprise. Francine Gomez ne dit pas que 300 ouvrières travaillent encore au rendement chez elle, que ces mêmes ouvrières répètent des millions de fois par jour les mêmes gestes et avec des cadences élevées bien sûr. Le travail en équipes 2/8, ça existe aussi, rentabilité oblige. Les salaires sont bien modestes par rapport aux profits réalisés, annoncés d'ailleurs à grand renfort de publicité.

Francine Gomez achète 1 % du capital de Lip, elle entre au conseil d'administration. Watermann prendra en charge la commercialisation à l'exportation des montres Lip, en prélevant son petit bénéfice. Il ne s'agit que de cela pour l'instant. Mais Francine Gomez n'a-t-elle pas déclaré avec son insolence habituelle qu'il y avait trop de monde chez Lip ? Il faut rappeler qu'elle a réussi, pratiquement sans bavure (!), deux licenciements collectifs à Paris et à Nantes.

Francine, c'est une petite dame pleine d'ambition qui ne tolère pas que son pouvoir soit contesté et qui ne perd pas de temps à négocier avec les organisations syndicales. Une petite dame dont l'« intelligence » pourrait être précieuse pour les capitalistes s'il s'avérait que le nouveau P-DG de Lip décidait de licencier.



Sonacotra

## le droit d'exister

Une grève des loyers a lieu dans une cinquantaine de foyers Sonacotra de la région parisienne depuis plusieurs mois (voir TS n° 677). Les résidents ont constitué un comité de coordination qui a pour mandat de faire aboutir la plate-forme revendicative élaborée collectivement. Indépendant de tout parti politique et de toute organisation syndicale, le comité rejette toute négociation foyer par foyer avec la Sonacotra.

Les principaux objectifs des résidents sont la reconnaissance par écrit du comité de coordination, la réduction et le blocage du loyer, le changement du règlement intérieur pour obtenir le droit de visite 24 h sur 24 sans différence de sexe, ainsi que d'autres revendications liées au droit de réunion et d'expression et contre les expulsions.

La Sonacotra a signé, le 1<sup>er</sup> décembre, un protocole d'accord avec les comités de résidents de deux foyers influencés par la CGT, en « échange » de la non-application d'un arrêté d'expulsion de douze résidents par la cour d'appel de Paris. La Sonacotra a tenté en vain de l'utiliser pour casser la grève. Le 12 dé-

cembre, recevant le comité de coordination, elle lui propose de signer ce protocole jugé inacceptable car il ne réalise pas une diminution suffisante du prix de journée et un changement réel du règlement intérieur. Cette rencontre s'est faite sous la surveillance des CRS. Les réunions des 24 janvier et 14 février ont aussi échoué. La Sonacotra refuse en effet de reconnaître la représentativité du comité et est prête à une épreuve de force, à l'appel aux flics.

Mais les travailleurs restent soudés, malgré les différentes ethnies. La puissance de leur lutte pour l'égalité des droits et le contrôle sur leur vie a été démontrée, le 21 février, à la Mutualité à Paris. Cet après-midi-là, 3 000 immigrés ont démontré leur force collective lors du meeting organisé par le comité de coordination.

Le PSU (qui a, depuis le début, soutenu cette forme de lutte collective et autonome) appelle à renforcer le soutien. Pour prendre contact : comité de coordination : 56, rue de la Fontaine au Roi, 177, rue de Charonne, 75011 Paris.

## guerre de position ou guerre de mouvement ?

À la Solmer, à Fos, les travailleurs ont repris le travail vendredi dernier après un mois de lutte. Ils n'ont quasiment rien obtenu. À Auxillic, les gardes mobiles ont fait évacuer l'usine. La multiplication actuelle des grèves et des occupations se heurte sans arrêt à la répression et à la légalité bourgeoise. Quand il y a des négociations, elles se font le plus souvent sur des bases minimales, c'est-à-dire sur les bases patronales.

Coincés entre la combativité souvent exacerbée des travailleurs (comme ce fut le cas à Fos sur le problème de la cinquième équipe à créer pour les travailleurs postés) et la volonté patronale de ne rien céder (sur les salaires, les réductions du temps de travail et le chômage partiel), les responsables syndicaux sont souvent acculés à des négociations qui ne traduisent en rien le rapport de force introduit par la lutte. Les résultats sont nuls ou très parcellaires.

Pourtant jamais, depuis les cinq dernières années, le mouvement d'occupations et de grèves contre l'organisation capitaliste du travail, pour la hausse des salaires, n'a été aussi fort. Chaque jour amène son lot d'usines devant fermer qui sont occupées, ou de grèves pour l'emploi et la réduction d'horaires. Le problème, posé depuis longtemps, de la coordination des luttes reste toujours non résolu. Les ripostes syndicales à la remise en cause du droit de grève et aux expulsions par les flics des usines occupées sont locales, souvent décevantes. Les perspectives électoralistes continuent à gangrener toute possibilité de riposte centrale des organisations syndicales.

Mais, peu à peu, la fonction syndicale risque elle-même d'être mise en cause : les travailleurs commentent à ressentir les procédures de concertation comme vaines. Les véritables affrontements impliquent bien souvent l'action illégale pour construire un réel rapport de force. Encore faut-il qu'il puisse être aussi réel au niveau national qu'à celui d'une seule usine.

La guerre menée par le patronat n'a pour l'instant trouvé devant elle que des « guérilleros ». C'est une offensive unitaire contre le chômage, la police des salaires et la répression qui doit être menée de façon nationale et coordonnée.

# un guide pour les chômeurs

C'est un livre publié par les éditions Tema (1). Il est très clair. Il explique quels sont les droits des salariés privés d'emploi ou appelés à l'être. Trop souvent, le travailleur (même militant) ne sait pas ce qu'est l'aide publique, l'allocation spéciale versée par les ASSEDIC, ou l'allocation supplémentaire d'attente (les fameux 90 %). Il ne connaît pas non plus les conditions à remplir, les âges limites, etc. Il ne sait pas qu'il peut bénéficier de stages de formation, de reconversion.

Dans les comités de chômeurs, très souvent, des questions sont posées sur ces problèmes. Elles devraient trouver réponse dans les ANPE. Mais, dans les ANPE, il faut prendre les queues d'attente, trouver la personne « idoine » et, les ANPE, elles non plus, n'ont pas de crédits.

Vous, si vous avez un crédit de 10 F, soit à peu près le montant de l'indemnité journalière, dite aide publique (qui vient d'être royalement augmentée et de passer à 14,50 F par jour au lieu de 12 F), achetez-le.

(1) : Alain Sabatier : **Guide, Perte d'emploi, chômage et formation.** Editions Tema. En vente à la librairie Syros.

# social en bref

● **Gambin : fermeture**  
190 licenciements et la mise en règlement judiciaire ont été annoncés le 30 janvier dans cette fabrique de fraiseurs située à Virez-en-Sallaz. L'usine est occupée.

● **Rhénalu : coordination**  
Grève depuis le 21 janvier de la majorité des 770 ouvriers de cette usine du groupe Cégédur-Péchiney située à Biesheim, pour le retour aux 40 heures, le remboursement des heures chômées en 1975. Toute production qui pourrait casser cette grève sera refusée dans les autres usines du groupe. Un bon exemple de coordination et de lutte dans un trust.

● **Affaire Mandrille : la montée à Paris**

Cet éducateur a été licencié du CREAI de Marseille (voir TS n° 687) sur ordre du Durafour. Il est délégué syndical CFDT. Une délégation est allée, lundi, 16, protester au ministère du Travail. Refus de recevoir. Elle a par contre été reçue au ministère de la Santé. Des négociations pourraient avoir lieu. Mais les éducateurs marseillais restent mobilisés.

● **SOREF : le funeste plan-calcul**

Ce groupe de neuf sociétés de Saint Malo s'occupe d'informatique et d'aéronautique. Les mannes du plan-calcul (développement de l'informatique française) y ont été gaspillées par une gestion désastreuse. Résultat : mise en liquidation le 18 décembre dernier : 158 licenciements dans une ville où les chantiers de la SICCNA viennent de fermer. Les travailleurs ont décidé de maintenir l'outil de travail et de faire pression sur l'Etat.

● **CIP : nouvelles initiatives**

Les 400 ouvrières continuent d'occuper et de produire. Elles refusent la fermeture de cette usine d'habillement depuis près de six mois. Avec leurs camarades de Desombre (dépôt de bilan il y a trois mois), elles sont venues faire connaître leur lutte. Le 21 février, une marche a eu lieu de Lens à la Bassée.

● **UNINOUGAT : vente de poupées**

Une des usines du groupe Uninougat est occupée à Montélimar depuis le 10 février. Les 80 ouvriers refusent d'être licenciés alors que l'entreprise avait 500 000 F de commandes non satisfaites lors du dépôt de bilan. Assemblée générale tous les jours, fabrication et

vente de poupées pour faire connaître la lutte. Les ouvriers réclament le réemploi sur place, le paiement des salaires, la garantie des avantages acquis. Le PSU les aide activement.

● **SNR : l'épreuve de force.**

Dans cette filiale de Renault qui fabrique des roulements à bille à Annecy, 90 % des 4000 ouvriers occupent l'usine depuis jeudi 19 février. La direction remet en effet en cause la clause d'un accord qui prévoyait le maintien du pouvoir d'achat (2 % au-dessus de l'indice de l'INSEE). Les ouvriers exigent également la réduction des horaires et le retour aux 40 heures avec garantie de salaire, la retraite à 60 ans et le maintien de l'emploi. Neuf dirigeants syndicaux ont été assignés en justice pour entrave à la liberté du travail. Comme à Renault-Sandouville où les travailleurs des presses sont en grève pour obtenir la classification de P1 pour tous, l'épreuve de force avec la Régie est engagée.

● **PAULY : une multitude de raisons**

Depuis les 16 et 18 février, les ouvriers des usines de galvanisation Pauly à Cournon et Saint-Pourçain (en Auvergne) sont en grève et occupent leur entreprise. Payés au SMIC pour des conditions de travail très dangereuses (manutention de pièces métalliques, installations de lignes pour EDF, sablage, etc.), ils n'ont pas de délégués, pas de comités d'entreprise, sont logés dans des baraquements. Ils se battent donc pour une multitude de revendications : 1 F d'augmentation de l'heure pour tous ; le treizième mois, l'indexation du salaire sur le SMIC, le respect de la législation du travail, une amélioration générale des conditions de travail et la réintégration de cinq ouvriers licenciés. Réponse de la direction : l'appel aux flics et au tribunal.

● **AUXILLEC : gardes mobiles**

A Auxillec, les travailleurs qui occupaient cette usine du holding Thomson-Lucas depuis un mois, ont été évacués par les gardes mobiles, vendredi dernier. Les revendications (2000 F pour tous pour 40 heures était la plus importante) sont maintenues.

● **Rhône-Poulenc : les femmes d'abord**

M. Gillet, P-DG de Rhône-Poulenc, ayant décidé la suppression de 5000 emplois en 1976 dans le textile, c'est contre les ouvrières que la direction de Valence (Drôme) a porté les premiers coups. En effet le comité d'entreprise a proposé de faire travailler à mi-temps, et non plus à plein temps, les femmes mariées sans enfant ou avec un seul enfant. Inutile de préciser que leurs salaires seront réduits d'autant. En clair, on pense que ces femmes travaillent pour avoir un salaire d'appoint, alors que la loi du 11 juillet 1975 elle-même interdit de faire subir dans le travail une quelconque discrimi-

nation fondée sur le sexe ou la situation familiale. Il est vrai qu'à aucun moment nous n'avons cru que cette mascarade allait modifier quoique ce soit à notre condition. Les femmes restent les premières licenciées. Les premières au chômage. Les fameuses réformes « spéciales femmes » sorties dernièrement sont à double tranchant : si elles apparaissent comme des cadeaux du ciel pour la travailleuse harassée par sa double journée de travail, elles constituent en fait de redoutables pièges en divisant la classe ouvrière par cette exclusion des femmes de la vie sociale. Il faut dénoncer comme profondément réactionnaire l'argumentation courante selon laquelle les travailleuses prennent la place des hommes en période de chômage.

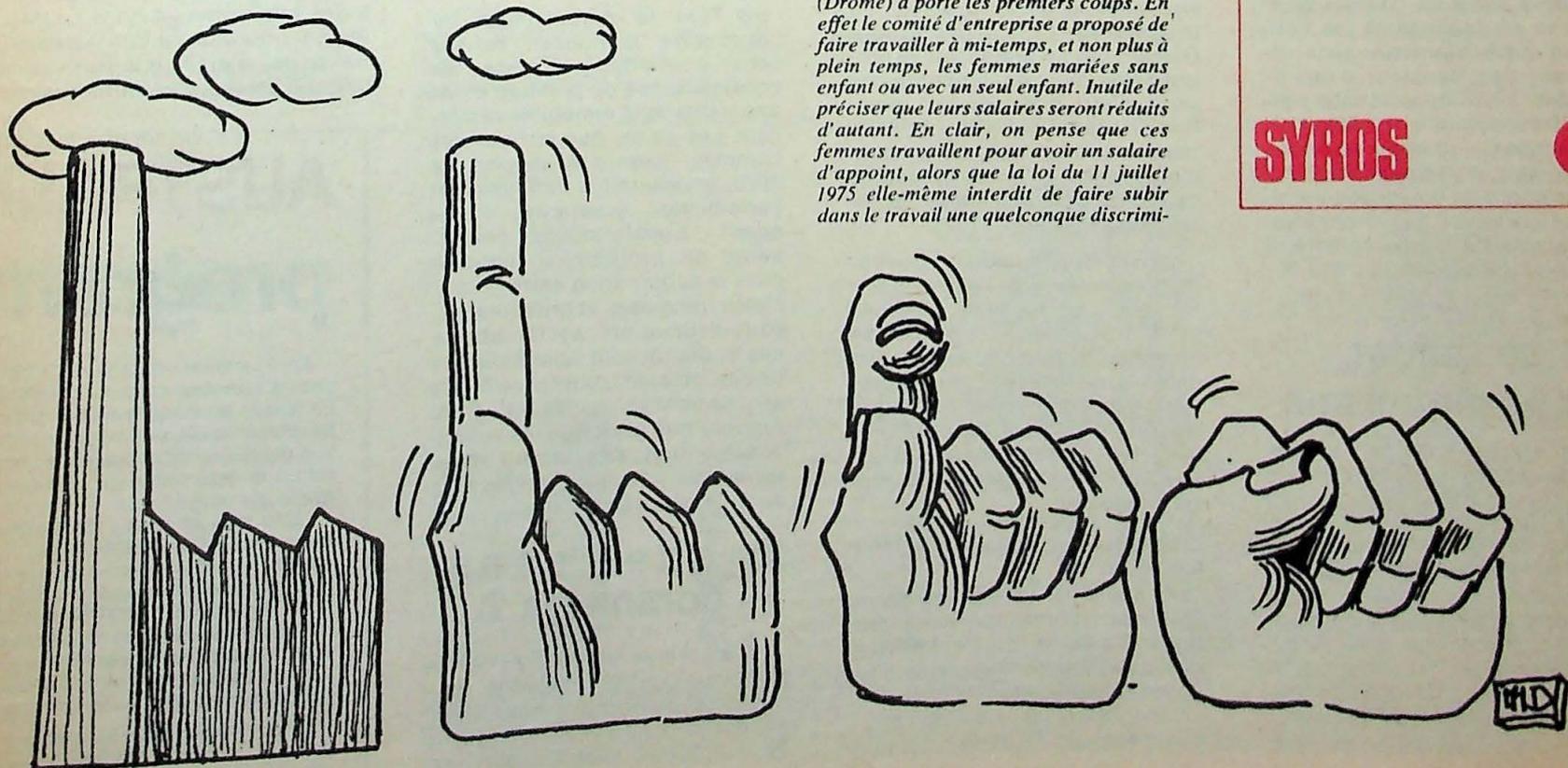
Qu'il n'y ait pas de malentendus : les femmes ne revendiquent pas le droit de se faire exploiter autant que les hommes. Il faut qu'elles travaillent pour obtenir cette indépendance économique qui les libérera du ghetto familial et leur permettra de participer comme travailleuses à part entière à la lutte des classes. Pas d'autre alternative. Il faut donc refuser les gadgets et exiger de meilleures conditions de travail pour tous, diminution du temps de travail sans réduction de salaire pour tous, sans discrimination de sexe. Conditions sine qua non d'un réel « changement ».

Les travailleuses de Valence l'ont bien compris. Elles ont débrayé vendredi 6 février avec le reste du personnel pour protester contre ces manœuvres.

## LES MOUVEMENTS D'EMANCIPATION NATIONALE / A.NIN

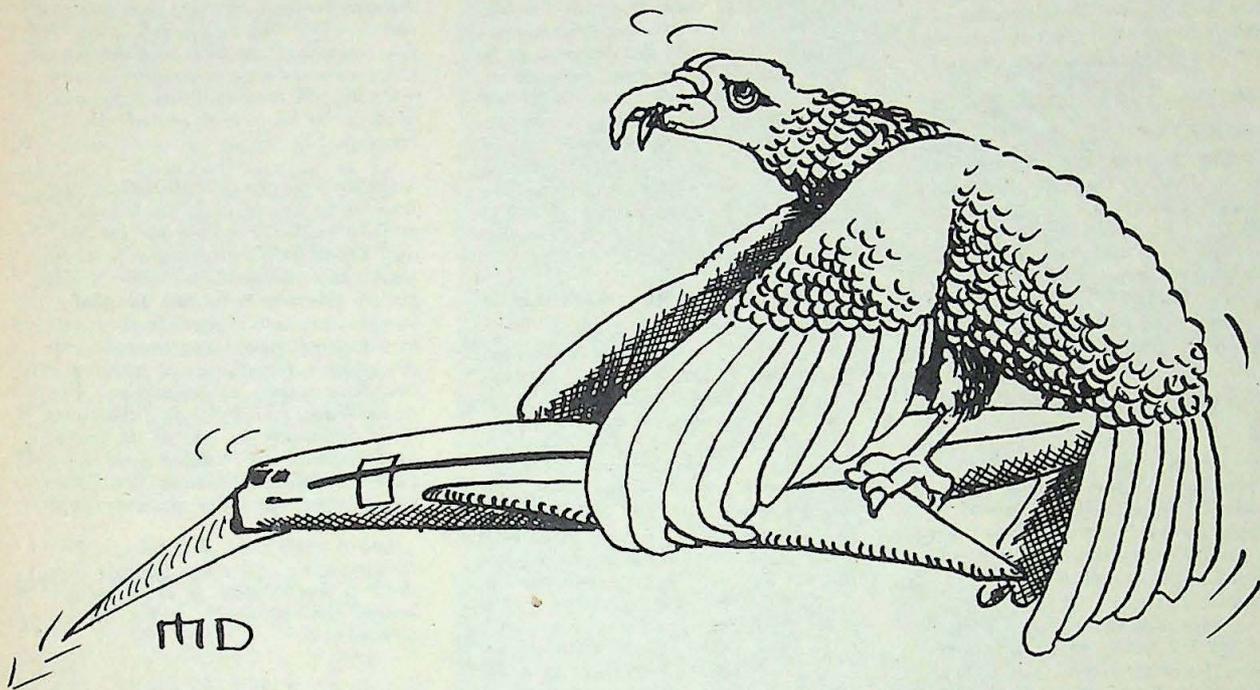
En vente aux éditions Syros 9 rue Borromée 75015 au prix de 24 F. Commandes groupées à partir de 5 exemplaires 25 % de réduction franco. CCP 1970 628

**SYROS**



## CONCORDE :

# « Progrès technique » et indépendance nationale...



Il n'est pas certain que le « procès » à grand spectacle organisé à Washington par l'administration américaine ait contribué à éclairer les citoyens américains sur l'ensemble complexe des intérêts en cause dans l'affaire « Concorde ». Il aura eu, en tout cas, le mérite de susciter, en France et dans l'ensemble de la presse, un certain nombre de prises de positions dont l'examen sérieux fournit, aujourd'hui que le verdict est connu, d'utiles sujets de méditation sur quelques grands problèmes qui dépassent de loin l'intérêt immédiat du marché en cours.

De l'Aurore au Monde, du Figaro au Quotidien de Paris, dans l'ensemble de la presse bien pensante et bien disante, ce qui frappe avant tout, c'est la modération du ton. Chacun, manifestement, s'efforce de relater le débat en cours à Washington en ménageant les cousins d'outre-Atlantique sans ofusquer les voisins d'outre-Manche. Ainsi dépassionnée, l'affaire se réduirait à un débat un peu académique entre quelques écologistes, bien sympathiques à tout prendre, et quelques techniciens eux aussi bien honnêtes. Entre gens de bonne volonté, il était clair qu'on finirait par s'entendre...

### se garder du schématisme

Seule, l'Humanité ne s'est pas laissée endormir par le chant de ces sirènes... Dès l'ouverture du procès, un éditorial d'Henri Alleg donnait le ton en démasquant, derrière les écologistes américains qui osaient se plaindre de la pollution et de l'excès de décibels, les grands avionneurs US qui défendaient leur marché. A l'annonce de la décision du ministre Coleman, c'était Marchais qui, du 22<sup>e</sup> congrès du PC, cla-

mait sa satisfaction devant ce « premier succès des poussées populaires » (!), tandis que la fédération CGT des travailleurs de la métallurgie décidait de lancer, du 9 au 20 février, une quinzaine d'information et d'action intensive pour le développement du programme Concorde. Contre Giscard qui ne prétendait se rendre à New York en Concorde que pour mieux masquer son intention de brader la technologie nationale, il s'agissait, en un mot, d'en appeler à l'union du peuple de France pour la défense des intérêts nationaux.

Dans une affaire où les contradictions inter-impérialistes s'entremêlent, où les considérations sur l'indépendance nationale se conjuguent avec la nécessaire défense de l'emploi, où l'appréciation du progrès technique doit mesurer l'ampleur de ses retombées sur l'environnement, il convient de se garder de tout schématisme.

Essayons donc d'y voir un peu plus clair.

● Même si la section de la SNIAS rappelle aujourd'hui « que les travailleurs de l'entreprise ont, avec les communistes, imposé la construction de l'avion », Concorde est un projet de l'époque gaulliste. Dans la stratégie

développée au cours des années soixante, il s'agissait en effet, pour la France, de construire les bases d'une industrie nationale capable de rivaliser avec les Etats-Unis sur leur propre terrain : c'est-à-dire de faire aussi bien, et si possible mieux qu'eux, dans la même logique technique, avec le même modèle de croissance, mais au mépris éventuel des considérations économiques qui sont néanmoins la loi du système. Concorde pousse à l'absurde une telle perspective puisque l'avion remplit un « créneau » que les Etats-Unis ont choisi de ne pas occuper car ils l'estimaient peu rentable.

● Tout le déroulement de l'opération Concorde reflète cette contradiction entre les considérations de prestige et les impératifs de la rentabilité capitaliste. Les pages que la Cour des comptes, dans son rapport de 1973, consacrait à l'affaire sont parfaitement éclairantes à cet égard : transformation permanente du programme, pagaille dans la coopération entre les sociétés françaises et britanniques, sous-estimation systématique des coûts, le tout aboutissant à une ardoise sur laquelle, au fil des ans, se sont multipliés les zéros. Aujourd'hui, pour que les contribuables français rentrent dans leurs frais, il faudrait vendre plus de trois cents Concorde.

### brader sans dommage ?

● Il est clair que ce n'est pas là la logique dont se réclame le giscardisme. Renonçant aux mirages et aux contradictions gaullistes, il applique avec fair-play les

Sortira-t-on de la crise uniquement par la restauration du pouvoir d'achat ? Peut-on se contenter, comme les fusils de l'armée française, de copier les fusils allemands ? Peut-on pour bloquer le processus de décadence française ? Le maintien du progrès technique n'est pas seulement une affaire de gros sous, mais doit pouvoir contrôler ce qu'il en coûte. L'affaire du Concorde, « l'affaire de la captive. Chacun, de gauche à droite, doit se rendre compte, en Grande-Bretagne, par exemple, que l'affaire a commencé, chez Lucas, à remettre en question l'exigence d'un contrôle des investissements

selon les règles de la rentabilité capitaliste. Bradant tour à tour les entreprises autonomes, lancées par ses prédécesseurs dans les domaines du nucléaire et de l'informatique, son seul souci consiste à s'intégrer dans le marché impérialiste sans contester la prééminence US.

Mais il apparaît difficile, alors que le produit est achevé et que l'UDR pèse encore son poids, de le brader sans dommage. Au demeurant, dans la mesure où le développement du projet paraît compromis, il ne menace pas véritablement la suprématie des avionneurs d'outre-Atlantique et un compromis paraît possible sur la base d'une exploitation prudente de Concorde et d'une participation française éventuelle à la préparation d'un super Concorde dans un cadre atlantique.

● Dans une telle perspective, réduire les oppositions qui se manifestent aux Etats-Unis aux seules réactions de ces grandes entreprises serait une funeste méprise. Sans doute, certains ne répugnent pas, dans ce cas particulier, à soutenir quelques écologistes peu scrupuleux. Faut-il pour autant méconnaître les arguments avancés par les ligues qui se sont multipliées outre-Atlantique et qui se battent contre Concorde, comme elles se sont battues avec certain succès contre les implantations de centrales nucléaires (et dans ce domaine, pourtant, la concurrence française n'était guère menaçante) ? Est-il si évident qu'il faille

## AUSTRALIE programm

En Australie, le syndicat des travailleurs depuis quelques années une stratégie de lutte. En liaison avec les habitants des quartiers, le syndicat a lancé des programmes urbains et des programmes sociaux et a refusé la destruction de 25 000 logements sociaux qui devait laisser la place à un programme de logements privés.

Une telle attitude peut étonner car elle est immédiate. Mais Jack Mundey, un des dirigeants du syndicat, dit qu'il s'agit de l'intérêt de ne se battre que pour la réduction de la durée du travail et de la lutte pour vivre dans des villes bruyantes et polluées. La qualité de la vie ? Le syndicalisme doit élargir son activité. Il est insuffisant pour le lieu de travail. Tout ce qui affecte les travailleurs doit concerner un syndicalisme responsable.

Une énorme claque à ceux qui considèrent que la question petite-bourgeoise, la question du chômage, sur laquelle il faut

# A PRODUCTION

par une croissance forte et une N'est-ce pas en fait une autre production qui doivent être envisagés. Georges Ségué, de réclamer soient des 5,56 Manufrance et pas boucher sur une lutte offensive mentalement de l'industrie française, de l'emploi, n'est pas et de marchés. Les travailleurs font, comment ils le font et pour des millionnaires », est significatif est allé de son discours patriotique, des travailleurs ont comme cause ce qu'ils produisent, à leurs intérêts.

à tout prix (précisément en faisant longuement appel au contribuable français) faire gagner trois heures sur Paris-New York à quelques PDG bostoniens et stars hollywoodiennes en compromettant la tranquillité de centaines de milliers de terriens moyens ?

## un gage de dépendance

La prouesse technologique, même lorsqu'elle est le produit d'une entreprise nationalisée, n'est pas synonyme de développement des forces productives ou de progrès social. Elle n'est pas non plus un gage d'indépendance, dès lors qu'elle se borne à singer le modèle de développement du capitalisme dominant, en en accentuant au besoin les travers.

Et ce ne sont pas les promoteurs du SST Tupolev qui prétendraient le contraire. Ils sont bien placés pour savoir que le développement des forces productives ne mène pas automatiquement au socialisme, pas plus que la compétition avec les Etats-Unis sur leur propre terrain ne mène au communisme...

Il n'y a pas d'indépendance nationale possible en Europe sans une rupture radicale avec le mode de développement imposé aujourd'hui par le capitalisme. Pour contruire ce socialisme, fût-il « à la française », c'est au pied du mur... du son qu'on voit le maçon.

F. DALBERT ■

## GRANDE-BRETAGNE

# Quel produit ?

Il faut aborder la lutte pour l'emploi de la façon la plus offensive possible. Des luttes récentes, comme chez Lucas en Grande-Bretagne, mettent en valeur un aspect essentiel, bien que souvent laissé de côté : lutte pour le droit au travail oui, mais, en même temps, exercice d'un contrôle sur la nature du produit fabriqué et sur le mode de fabrication. Face aux propositions technocratiques du PS qui va présenter un contre-plan pour la restructuration, il s'agit d'une réponse ouvrière, efficace et résolument offensive. Face à l'aberration quotidienne dans et par le travail, un nouveau droit est affirmé : le droit à travailler dans la fabrication de produits socialement utiles.

La branche aéronautique de la firme anglaise Lucas emploie 14 000 travailleurs. Comme en France, ceux-ci sont menacés à brève échéance par des licenciements. Lucas, qui fabrique pour l'essentiel des équipements pour l'aviation militaire, mais qui travaille aussi pour Concorde, est en crise. Somme toute une situation courante... La manière dont le syndicat aborde cette bataille l'est moins.

## Des technologies nouvelles

Tout d'abord, depuis deux ans, s'est formé un comité des « shop-stewart » (délégués d'atelier), regroupant toutes les usines appartenant au même trust et disséminées dans tout le pays. Des liaisons à la base entre les sections syndicales d'un même trust, c'était nouveau (et cela commence à donner des idées à d'autres travailleurs britanniques) : d'ailleurs, l'appareil syndical est resté méfiant ! A partir de ce premier pas qui permettait de se battre nationalement, et pas localement, ils ont formé un groupe technique et scientifique pour réa-

gir, en cas de changement de machines par exemple : un apprentissage du contrôle ouvrier appliqué aux conditions de travail en quelque sorte...

Cette initiative les a rapidement conduits à poser la bataille pour l'emploi en des termes nouveaux : ils ont voulu démontrer que les licenciements n'étaient pas inévitables et qu'il n'était même pas besoin de s'enfermer dans la production d'armements. Ouvriers, techniciens et ingénieurs se sont mis collectivement à élaborer de nouvelles productions socialement utiles et correspondant aux possibilités productives de l'entreprise. La créativité collective a été étonnante : plus de 200 produits, incontestablement utiles socialement, sont aujourd'hui proposés, depuis les technologies les plus simples (pouvant être mises en œuvre par des petites communautés locales) jusqu'aux techniques les plus compliquées (collecteurs d'énergie solaire, moulins à vent, charrues mécaniques, voitures électriques, fours à induction, reins artificiels, prothèses diverses, pompes à air chaud, robots pour combattre les incendies, robots pour exploiter les richesses des mers...).

Comme on le voit, il ne se sont guère contentés de proposer de se reconverter pour l'aviation civile... Derrière ces propositions, c'est un autre mode de vie, une autre société, qui se profilent. Cela explique l'intérêt considérable soulevé par cette initiative. Et qu'on ne vienne pas dire qu'il n'y a pas de technologie nouvelle, que la technique est neutre... Une technologie nouvelle, pour eux, c'est aussi une nouvelle manière de produire, d'où des propositions sur l'organisation du travail...

Il s'agit incontestablement d'un enrichissement de l'action syndicale qui, dépassant l'économisme routinier, pose la question de fond sur la nature aliénante du travail : celle du contrôle sur la production.

Contrôle ouvrier mais en même temps contrôle populaire (ils ont de nombreux contacts et soutiens hors de l'entreprise) car la sanction recherchée n'est pas celle du marché, mais celle des besoins des travailleurs.

## Une question posée

Mais dira-t-on, n'y a-t-il pas un risque de récupération, l'entreprise utilisant ces idées nouvelles pour faire des profits (voir les réactions de la CGT au moment de LIP) ? Regardons-y de plus près. Le gouvernement travailliste vient de prendre l'initiative de proposer des contrats de progrès tripartis (patronat, gouvernement, syndicat). C'est dans le cadre de cette tentative d'ensemble réformiste que le syndicat de Lucas aborde les négociations avec le patronat qui vient d'accepter les discussions (sous la pression du gouvernement qui se prépare à distribuer des subventions). Il ne s'agit pas, pour le syndicat, d'un contre-plan technocratique, mais d'une manière offensive d'aborder la négociation et la lutte : Lucas peut non seulement être viable, il peut être utile ! Tout n'est pourtant pas simple, il faudra probablement en venir à la grève : comme partout, il est difficile de mobiliser les travailleurs avant que les menaces de licenciements ne soient précises. Ce n'est probablement que le début d'un long conflit, que pourtant, cette fois, les travailleurs n'abandonnent pas désarmés.

De quoi réfléchir, en tout cas, en cette période de crise, sur les potentialités du contrôle. Il y a quelques années seulement, le « on fabrique, on vend, on se paie » de LIP était impensable. Pourquoi ne pas soulever maintenant la question de la nature du produit fabriqué : quelle croissance ? Quelle société ? En finir avec le mythe que ces questions sont faites pour les couches petites-bourgeoises ! Nous sommes au contraire au cœur des problèmes d'emploi, de la crise. L'audace et l'imagination sont plus que jamais des vertus révolutionnaires.

Yves BAROU ■

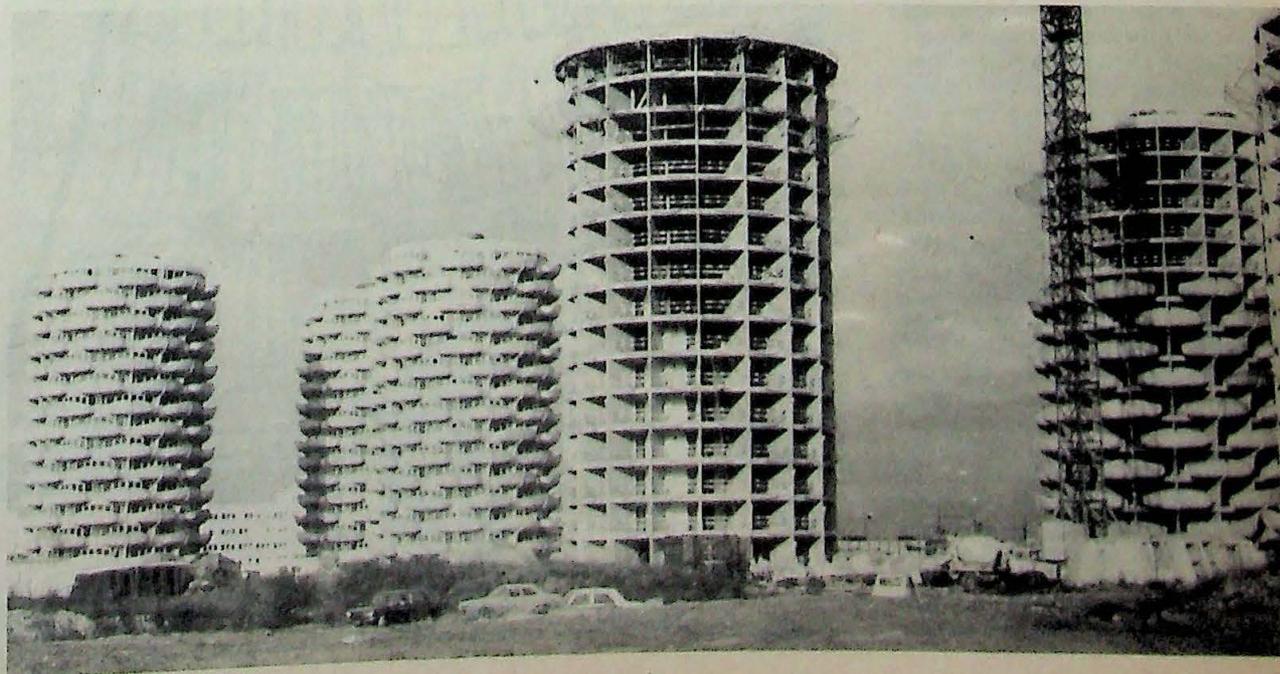
## es verts

la construction met en œuvre le contrôle populaire sur le cadre de vie. Concernés, un droit de veto sur les « ammes verts » donnant la priorité aux travailleurs ont aussi, à Sydney, tout comme celle du jardin botanique.

à l'encontre de leurs intérêts, pose la question : « Quel salaire, le droit au travail, les conditions de travail, si c'est possible, sans parcs, sans aucune sociétés industrialisées doit le syndicat de se concentrer sur le leurs ou leurs enfants devrait

la bataille pour le cadre de vie, une lutte passionnante, et malheureusement.

Y.B.



# Ponia, tu es répugnant...

Un gosse a été tué dans des conditions terribles à Troyes par un ravisseur affolé. Avec une mine gourmande, le ministre de l'Intérieur a immédiatement appelé la population à un autre meurtre. Un moyen comme un autre, n'est-ce pas, d'assurer sa popularité auprès des lecteurs du **Parisien Libéré**.

Ponia, tu nous horrifies autant que l'assassin. Comme lui, tu es prêt à n'importe quoi pour ne pas perdre. Lui, c'était l'argent, et toi, c'est le pouvoir. Au lieu d'un meurtre de sang froid, on risque simplement d'en avoir deux.

On ne va pas se mettre à louvoyer, à réjouir la droite heureuse de l'aubaine qui lui échoit : cet assassinat d'un enfant de sept ans nous accable autant que les autres. On est peut-être, simplement, un peu plus sincère que ces charognards qui ont trouvé — enfin — un fait divers suffisamment terrible pour empêcher toute réplique.

On les laisse à leur sombre satisfaction, à leur délectation à l'idée des milliers de signatures pour la peine de mort qu'ils ont déjà commencé à recueillir un peu partout en France.

Ponia, on te laisse avec le sourire que tu as eu après avoir expliqué précipitamment à la France entière que, si tu étais juré, tu voterais la peine de mort. Ce sourire te ressemble. Tu es bien le ministre du **Parisien Libéré**.

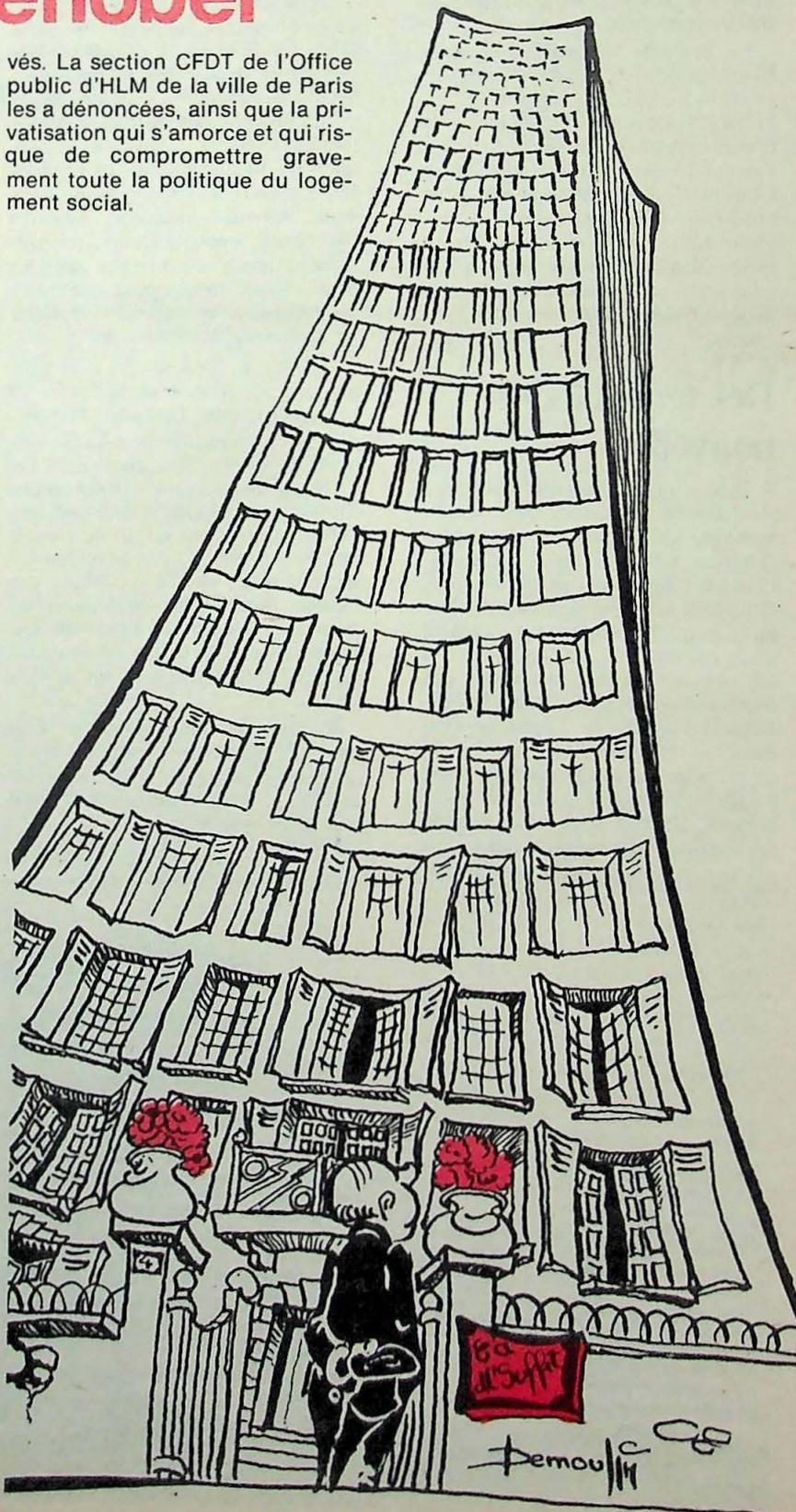
## Les méthodes musclées de la Sorenobel

Le projet de création d'une société anonyme d'HLM à côté de l'Office avance, et à grands pas. C'est ce qui ressort des entrevues qu'ont eues, le 30 janvier, une délégation de la CFDT avec l'administrateur délégué et, le 5 février, une délégation de l'assemblée générale du personnel avec le directeur. Il ne manque plus que l'approbation des autorités de tutelle.

Selon la direction, la société anonyme ne présenterait que des avantages : possibilité de disposer de crédits refusés à l'Office, souplesse et rapidité pour l'achat des terrains. Ce serait, toujours selon le directeur, une sorte de Sorenobel (une société anonyme dont le siège est déjà à l'Office). Cela veut-il dire que la future société aura un conseil d'administration où l'on trouvera — comme à la Sorenobel — entre autres, un directeur de banque, un administrateur de sociétés, une société anonyme par ailleurs dissoute (Nouveau Belleville) etc. Belles garanties pour le caractère social des logements à construire !

Cela veut-il dire que la future société anonyme emploiera les mêmes méthodes que celles employées, la semaine dernière, par la Sorenobel, villa Faucheur dans le 20<sup>e</sup> arrondissement à Paris où la démolition de pavillons expropriés par l'Office — pour être recédés en partie à la Sorenobel — s'est faite malgré l'opposition des habitants du quartier. Pour cette opération « coup de poing », le directeur de la Sorenobel a reçu le concours d'une cinquantaine de représentants des « forces de l'ordre ». Mais il n'a été capable de produire sur place, comme justifications des démolitions, que les pages 570 et 571 du recueil des actes administratifs. Ce recueil donne la liste des immeubles à démolir — dans le futur : mais il n'est, en aucun cas, une autorisation légale de démolir. De telles méthodes n'ont rien à envier à celles des promoteurs pri-

vés. La section CFDT de l'Office public d'HLM de la ville de Paris les a dénoncées, ainsi que la privatisation qui s'amorce et qui risque de compromettre gravement toute la politique du logement social.



## La Somme au garde-à-vous!

Tout a sans doute commencé avec l'intervention des travailleurs du Parisien libéré contre l'imprimerie Treilhon où une édition départementale du quotidien d'Amaury devait être imprimée. La rotative ayant été endommagée, les CRS se sont installés à Amiens dans un foyer de jeunes travailleurs (Pigeonnier), jusqu'alors inoccupé faute de moyens financiers. Aujourd'hui, Amiens est bien protégé...

Mais l'installation des CRS n'a été qu'un premier pas. Une vague de répression sans précédent sévit aujourd'hui dans la région. Le 6 janvier, les travailleurs de l'usine Saint-Frères de Flixecourt (groupe Agache-Willot) décident de séquestrer des cadres pour obliger la direction à négocier. A 22 h 30, le même jour, les gendarmes mobiles viennent les délivrer. Des travailleurs sont matraqués, des femmes piétinées... Malgré cela, les salariés obtiennent en partie satisfaction pour leur revendication : le 13<sup>e</sup> mois. Mais, le 13 février, trois délégués CFDT reçoivent une lettre de « mise à pied immédiate » pour faute grave au cours de la séquestration. L'un d'eux aurait dit à un cadre « faites comme moi, gardez votre calme ». Depuis une semaine, l'ensemble des cinq usines Saint-Frères de la vallée de la Nièvre sont en grève et font appel à la solidarité pour demander la réintégration immédiate de tous les travailleurs licenciés.

Le vendredi 31 janvier, des militants du Comité national pour la libération des soldats emprisonnés sont sauvagement attaqués par des agents de la brigade urbaine d'Amiens, alors qu'ils distribuaient des tracts du comité. Huit d'entre eux, qui s'étaient enchaînés, ont été entraînés sans ménagement et emmenés avec 15 autres à l'hôtel de police. Parmi eux, le secrétaire fédéral du PSU. Au mépris de toute légalité, ils ont été photographiés dans les locaux de la police et frappés.

Le jeudi 19 février, cent travailleurs de la Thomson de Chauny dans l'Aisne qui occupaient leur usine depuis le 2 février ont été également attaqués par les forces de répression alors qu'ils manifestaient à Amiens dans le calme le plus absolu.

Le même jour, une manifestation contre la réforme du deuxième cycle qui regroupait un millier d'étudiants a mobilisé une dizaine de cars de CRS : les manifestants n'ont même pas pu approcher de la préfecture.

Le vendredi 20 février, à Méru, dans l'Oise, l'usine Auxillec a été évacuée par la police ; les travailleurs refusaient de quitter les lieux après l'ordre du syndicat.

Ce quadrillage d'Amiens par les forces de l'ordre (qui protègent en permanence l'imprimerie du Parisien Libéré), à un moment où les luttes ouvrières et étudiantes prennent une ampleur jusqu'alors inconnue, ne peut être un hasard. L'heure est donc à l'union de l'ensemble des organisations syndicales et politiques de gauche et à l'instauration, entre toutes les luttes, de liens qui pourraient prendre la forme préconisée par le MARC : un forum des luttes contre l'arbitraire, la répression, pour les libertés syndicales et la sauvegarde de l'emploi. Un tel lien pourrait permettre de faire aboutir les luttes et notamment celles des étudiants contre le projet Soisson. Les militants du PSU, à l'Université comme dans les entreprises, œuvrent dans ce sens.

# L'ANTIFASCISME UN CRIME ?

M<sup>e</sup> Serge Klarsfeld arrêté à Francfort

M<sup>e</sup> Serge Klarsfeld, l'époux de Beate Klarsfeld, a été arrêté le mardi 3 février à Francfort, en vertu d'un mandat d'arrêt délivré en 1971 par le parquet de Cologne contre Beate et Serge Klarsfeld pour « tentative d'enlèvement » de Kurt Lischka, ancien chef de la Gestapo à Paris.

Il s'était rendu à Francfort pour attirer l'attention des autorités judiciaires et leur transmettre les détails de son enquête sur le cas d'Ernst Heinrichsohn, collaborateur de Kurt Lischka, un des membres les plus actifs de la section antijuive de la Gestapo à Paris, responsable des rafles de juillet 1942, ancien membre de la Waffen-SS, assassin du colonel André Rondenay abattu le 15 août 1944 dans le train en partance pour Dachau, et organisateur des « convois de la mort » constitués de milliers d'enfants juifs arrachés à leurs parents et envoyés dans les camps de la mort. Cet homme continue à mener une vie tranquille en Allemagne.

Serge Klarsfeld invoquait la ratification récente par le Parlement allemand de la convention judiciaire

franco-allemande du 2 février 1971 : elle prévoit le jugement des criminels nazis condamnés en France après la Libération, ou leur extradition vers la France. Or Heinrichsohn avait été condamné à mort par contumace, le 7 mars 1956, par le TPFA de Paris. Vivant en Allemagne, il a pu échapper aux poursuites. Le gouvernement ouest-allemand refusant de l'extrader, il commençait, peu de temps après, à exercer la profession honorable d'avocat à Bamberg, en Bavière !

L'arrestation de M<sup>e</sup> Serge Klarsfeld n'est pas seulement une provocation à l'égard de tous les résistants et de toutes les victimes du fascisme allemand. Elle montre aussi (ce qui est plus inquiétant), une étrange collusion d'intérêts entre les milieux



Arrivée de Serge Klarsfeld à Orly

réactionnaires de la justice ouest-allemande (qui n'a jamais été l'objet d'une épuration radicale et effective après 1945 !), le gouvernement et une partie de l'opinion publique, qui paraît préférer aujourd'hui le « silence complice » sur ce chapitre, (honteux) de l'histoire allemande à un règlement judiciaire, rapide et correcte, de ces dossiers nazis.

Le même gouvernement qui emprisonne aujourd'hui Serge Klarsfeld pour ses activités antinazies s'est doté, récemment, d'une législation spéciale interdisant l'accès à la fonction publique à toute personne soupçonnée d'être un « ennemi de la Constitution fédérale » : cette législation frappe surtout des milliers de jeunes enseignants et professeurs appartenant au parti communiste al-

lemand ou à des partis d'extrême gauche. Il est évidemment moins grave, aujourd'hui, en RFA, d'être ancien nazi et responsable d'odieuses crimes contre l'humanité, qu'être communiste ou socialiste révolutionnaire « mettant en cause les fondements de la société ouest-allemande ».

Parmi les victimes de cette nouvelle inquisition, se trouvent aussi — est-ce un hasard ? — les enfants d'anciens résistants allemands antifascistes : le Land de la Hesse refuse un poste d'enseignante à Susanne Gingold parce que son père est résistant et membre du parti communiste...

A.M.  
Paris, 9.2.76

## PRISON

# Arenc où le libéralisme à la Ponia

Ponia est un libéral, c'est bien connu. Après avoir libéralisé les écoutes téléphoniques, après avoir donné plus de liberté à ses flics pour abattre n'importe quel criminel (ou passant) dans la rue, ou pour intervenir contre des grévistes, aujourd'hui Ponia libéralise l'expulsion des travailleurs étrangers.

Réuni avec tous ses bons préfets, il a enfin décidé de libéraliser l'ordonnance de 1945 qui lui permettait déjà d'expulser des étrangers selon son bon vouloir. A présent l'expulsion sera automatique.

Du coup, la prison clandestine d'Arenc (1), installée depuis plus de dix ans dans un vieil hangar du port de Marseille, est de moins en moins clandestine. Elle devient presque « légale ». Les immigrés coupables de menus larcins ou de prises de positions contre leur surexploitation se retrouvaient autrefois dans ce hangar, sans aucun soutien judiciaire, sans aucun lien avec l'extérieur, parqués pendant parfois plusieurs semaines dans des conditions inhumaines, en but aux brimades racisées de la très fameuse police marseillaise. Jusqu'à ce qu'on les accompagne manu militari dans un avion à destination de leur pays d'origine.

Le parquet de Marseille s'était offusqué, en son temps, d'une telle prison dont il ignorait l'existence. M. Defferre

fit mine lui aussi de découvrir tout à coup cette prison illégale et scandaleuse dans sa commune. Depuis que le pot aux roses fut découvert, rien n'a changé, sinon que les repas dans la prison sont (paraît-il) plus réguliers.

Malgré le mur du silence qui a recouvert bien vite cette affaire, le « collectif d'information sur la prison d'Arenc » (auquel participe le PSU) mène campagne pour que disparaisse cette prison illégale et que soient inculpés les responsables.

Avec Ponia, la prison, loin de perdre son utilité, va connaître un regain d'activité : tout étranger condamné en France purgera non seulement sa peine, mais en plus sera expulsé dès sa sortie de prison. Ainsi, le hangar d'Arenc, loin de se vider, va continuer à se remplir de cette « catégorie sociale ayant un penchant pour la criminalité » (dixit Ponia) : d'un côté les arabes, de l'autre les nègres...

Le collectif d'information sur la prison d'Arenc vient de rendre publique une lettre adressée au préfet des Bouches-du-Rhône pour lui demander l'abrogation de l'ordonnance de 1945 et de la double peine : prison, plus expulsion. A Marseille, on attend toujours la réponse...

(1) Un livre sur la prison d'Arenc vient de paraître : *Une prison clandestine de la police française (Arenc)* par Alex Panzani - Cahiers libres 305, chez F. Maspero.

## CINEMA : Trois films sur l'oppression

Le long des grilles de la prison-bunker de Francfort, à quelques mètres des gardiens et de leurs chiens policiers, une interview sur l'Allemagne contemporaine et la fraction armée rouge, dite « Bande Baader Meinhof », est réalisée. C'est une des images essentielles du film *De qui dépend que l'oppression demeure* (40 minutes) qui démonte le fascisme latent et la répression à grand spectacle dans la société libérale et industrielle la plus avancée d'Europe.

Les chiens policiers, il en est question dans un autre film *Pour une poignée de gros sel* consacré à la milice de Sommedieue, ce village de l'Est où un maire socialiste a fait appel aux bons citoyens pour « régler leur compte » aux voyous qui troublent les bals du samedi soir. Un éducateur, chef de foyer de délinquants, explique qu'avec un ou deux chiens policiers, les night-clubs seraient bien protégés et exalte les vertus du travail pour remettre les jeunes dans le droit chemin. Un autre honnête citoyen, fusil en bandoulière, évoque, lui, les camps de concentration.

Dans un troisième film, *L'affaire Huriez*, un autre maire, bon-

homme, laisse entendre qu'Yvonne Huriez était une « femme de mauvaise vie », qu'elle n'était pas du pays. Ça se passe dans l'Aisne. Un tribunal de l'Aisne avait condamné Yvonne Huriez à 15 jours de prison pour un chèque sans provision. Son fils s'était suicidé. Les « bons citoyens » du village ouvrent leur porte au réalisateur du film, mais pour dire « oh ! vous savez, les voisins... ».

Fascisme latent, racisme anti-jeune, antimarginal, répression tout azimut, idéologie du chacun pour soi sont montrés dans ces trois films, qui dénoncent, mais essaient avec des images simples de nous pousser à la révolte.

Vous ne les verrez pas dans les grandes salles. Ils sont produits et distribués avec des moyens militants par Iskra, une association qui se bat pour faire sortir de nombreux films de combat du ghetto de l'ignorance.

Commandez les donc pour animer vos débats sur la justice, sur la jeunesse, sur la prison. Iskra : 74, rue Albert - Paris 13<sup>e</sup> - Tél. 583.11.18 - 583.22.65.

Y. SPARFEL

# FEMMES FEMMES FEMMES FEMMES FEMM

## MLAC : ZERO POUR LA LOI VEIL

**L'inculpation de six militantes d'Aix-en-Provence pour tentative d'avortement et exercice illégal de la médecine n'est pas un simple fait divers. Il met brutalement en lumière les insuffisances de la loi Veil et sa non application, pour ne pas dire son sabotage, dans les services publics.**

Les femmes commencent juste à mesurer l'énorme bluff que fût, le 18 janvier 1975, le vote de cette loi « libérale ». Discutée pendant des mois, remaniée, amendée, elle fut votée — de justesse — parce qu'il fallait faire quelque chose... pour que cessent le scandale des avortements clandestins pratiqués par les femmes elles-mêmes ainsi que les dépôts groupés en Hollande pour raisons « touristiques ». Il fallait ainsi désamorcer le début de prise de conscience des femmes sur le problème de l'avortement qui amenait naturellement à celui de leur liberté sexuelle.

C'est exactement ce qui s'est produit. La loi de 1920, suspendue pour cinq ans, a été remplacée par la loi Veil (restrictive et imparfaite) et cela n'a pas changé miraculeusement l'attitude du corps médical, hostile dans son ensemble au droit des femmes à décider de leur maternité. Par ailleurs, les femmes, majoritairement satisfaites de cette petite victoire, se sont démobilisées. La mise en place dans les services hospitaliers fut donc très lente. Des femmes, accompagnées de militantes du MLAC, durent même intervenir dans certains établissements (Cochin, St-Antoine) et en province.

Si l'on tente de faire un bilan, un an après le vote de cette loi, il n'y a pas de quoi pavoiser !

En région parisienne, une quinzaine d'hôpitaux ont réservé « une petite place » dans leurs services pour pratiquer, et pas tous les jours, des interruptions volontaires de grossesse (IVG dans le jargon médical). Ce qui permettait à la presse officielle d'annoncer, fin 1975, « plus de deux mille avortements ont été pratiqués depuis janvier... dans quelques mois, il sera possible

de doubler le nombre des IVG dans les hôpitaux de Paris » (1). C'est dans ce contexte qu'il faut restituer « l'affaire d'Aix » et aussi celle de Marmande. Il faut évidemment ajouter les cliniques privées qui résorbent la plus grande partie des demandes non satisfaites à l'hôpital, mais dont les tarifs variés et « compétitifs » écartent les plus défavorisées.

La situation de la région parisienne est relativement privilégiée, comparée à celle de la province en général. Dans certains secteurs, rien n'a été mis en place. Dans le nord (où il existe le pourcentage le plus élevé de concentration ouvrière), les femmes continuent à aller en Hollande, les plus pauvres ont recours à l'avortement clandestin... ou gardent les enfants non désirés. Dans le sud, ce n'est pas beaucoup mieux ; les services publics ne répondent pas à la demande et les cliniques font un trafic financier incroyable ! « Là, comme ailleurs, le pouvoir choisit de réprimer plutôt que pallier ses carences en matière de santé, d'éducation sexuelle et de contraception », fait observer

une pétition lancée par le MLAC pour soutenir les inculpées.

Pour avoir été solidaires d'une jeune ouvrière, mineure et sans argent, six femmes risquent de tomber sous le coup de la loi de 1920, particulièrement répressive, puisque l'avortement a été pratiqué dans d'autres conditions que celles prévues par la loi Veil. Seul un soutien massif peut empêcher le procès, ou au moins, limiter les peines encourues. Les organisations signataires de la charte du MLAC, les groupes de femmes, les femmes isolées conscientes de leur isolement, doivent participer à la défense des inculpées d'Aix.

Tout le monde sait maintenant que la loi est insuffisante et mal appliquée (2). Tout le monde sait aussi qu'en période de crise économique, les femmes sont les plus exposées.

— C'est le moment de revenir à la charge, pour obtenir le remboursement des frais d'avortement par la Sécurité sociale, comme tout autre acte médical.

— C'est le moment d'exiger que l'information sur la contraception soit faite, et bien faite, dans les maternités et les centres de PMI (centres de protection maternelle et infantile).

— C'est le moment de reconnaître aux jeunes le droit de vivre leur sexualité sans hypocrisie et sans risques inutiles.

— C'est le moment de crier qu'une jeune fille mineure et une émigrée ont les mêmes droits que les autres, surtout quand tout leur avenir est en jeu !

M.R.

(1) L'hôpital Bretonneau, qui pratiquait correctement des avortements depuis le début, vient d'être fermé pour deux ans (travaux de réfection) ; le service de maternité n'a pas été transféré ailleurs...

(2) Mais telle qu'elle est, cette loi gêne encore les couches les plus réactionnaires de ce pays qui ne désespèrent pas de la faire abroger dans quatre ans.

### Six militantes du MLAC inculpées

« Six militantes du MLAC d'Aix-en-Provence sont inculpées de tentative d'avortement et d'exercice illégal de la médecine pour avoir pratiqué un avortement sur une mineure à sa demande, sur plainte du père de la jeune fille. Les insuffisances de la loi, les carences du pouvoir en matière de santé, l'attitude de la plupart des médecins, l'inertie des services hospitaliers, l'absence de crédits ont pour résultat que les femmes ne peuvent concrètement exercer un droit pour lequel elles ont lutté. Là, comme ailleurs, le pouvoir choisit de réprimer plutôt que de pallier les carences en matière d'information sexuelle et de contraception. La loi actuelle ne fait que suspendre la loi de 1920 dans un certain nombre de cas et c'est ainsi que des femmes non médecins sont aujourd'hui poursuivies pour avoir aidé une mineure en détresse. Je me déclare solidaire de ces femmes et de leurs luttes ».

Cette pétition est à signer (avec nom et adresse) et à renvoyer au M L A C 34, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris.



## psu documentation

### Vient de paraître

N° 100 / 101 Chili 1970-1973 Les femmes dans l'Unité populaire	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 103 / 105 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00

### Numéros disponibles :

N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 96-97 Le Syndicat de la magistrature	4,00
N° 94-95 Militier contre le militarisme, fascicule 2	4,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00

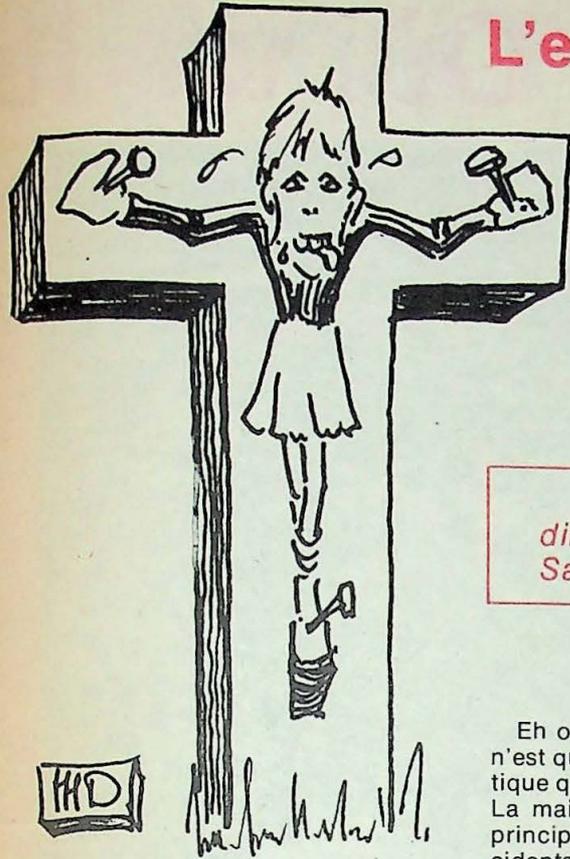
N° 89-90-91 Militier contre le militarisme, fascicule 1	6,00
N° 86-87-88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6,00
N° 56-57 Sionisme et libération	4,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 26 Rosa Luxembourg	1,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00

Abonnement 20 n°  
A adresser à : 30,00  
Editions Syros, 9 rue Borromée, 75015 Paris C C P 19706 28 Paris.

## L'espélidou

une institution  
au-dessus  
de tout soupçon...

*Les faits sont désormais connus : le dimanche 15 février, le père Fabre, directeur de l'établissement pour enfants handicapés de Saint-André-de-Sangonis (Hérault), célèbre la grand messe.*



Eh oui ! Car la mort d'Isabelle n'est que le révélateur d'une pratique quotidienne monstrueuse... La maison est bien connue, en principe, depuis 1972 où des « incidents » étaient déjà survenus et avaient provoqué des enquêtes de la DDASS, de l'évêché, du CREA. Mais ces enquêteurs semblent frappés d'amnésie lorsqu'il s'agit de l'Espélidou, du père Fabre aux multiples et formidables protecteurs. L'établissement pour débiles profonds s'appelle « Œuvre hospitalière Christiane Garnier, sous le patronage de l'ordre militaire et hospitalier de Saint Lazare de Jérusalem, pour l'épanouissement des HUNORS (Humains non raisonnants), réservée aux filles parisiennes **inadaptables** » (en toutes lettres).

Le père Fabre est le directeur de l'établissement. Ancien aumônier militaire, notamment de l'aviation, en Indochine, il est aimé de son conseil d'administration qui siège à Paris. Tout y est très puissant et très noble. Du beau monde en quelque sorte.

Derrière une façade de pédagogie paternaliste, désuète et dérisoire, se pratique un régime de fer. Les fillettes ont les cheveux coupés ras, sont habillées de robes de bure en cas de punition (robes sac percées de trous pour les jambes, les bras et le cou). Elles ne doivent jamais désobéir. Lorsqu'elles ne sont pas sages à table, on les rive à un anneau placé au coin de la salle à manger. Lorsque l'une d'entre elles casse de la vaisselle, on lui fait porter un sac autour du cou dans lequel on entasse les débris (« **on en est à trois kilos** » dit plaisamment le père Fabre). Lorsqu'elles s'agitent un peu trop, on les enferme dans l'isoloir. Le personnel n'est guère logé à meilleure enseigne. Il n'y a qu'une éducatrice spécialisée dont le père Fabre refuse de reconnaître la qualification. Les salariés doivent obéir au doigt et à l'œil sous peine de blâme et de licenciement ; or le travail est plus que rare dans la région. Ils doivent se taire. Surtout, ils ne doivent pas être syndiqués : on conserve un assez mauvais souvenir de la CFDT qui, en 1972, a joué sérieusement les empêchements de tourner en rond.

Le psychiatre de l'établissement s'appelle Savelli ; ancien médecin militaire d'Indochine, il est professeur de psychopathologie à la faculté de Montpellier. Il y a trois ans, les étudiants de psychologie faisaient grève parce qu'ils le considéraient comme une personnalité « pathogène et sadique ».

Une semaine après « le drame », où en est on ? Le père Fabre est-il en prison préventive ? Le professeur Savelli est-il inquiet, en tant que co-responsable moral et pénal ? Pas du tout.

Le père Fabre, péremptoire et guilleret, vieux baroudeur toujours en forme, fait visiter son établissement aux journalistes ; il expose ses thèses, discute pédagogie. Il n'est jamais question de sa chambre, située à côté du dortoir des grandes (de 21 à 30 ans), de ses « rondes de surveillance » qu'il effectue seul dans l'obscurité. En 1972 déjà, des grandes filles auraient dit s'être réveillées dans le lit de « petit père ». Mais pensez-donc : elles ont six ans d'âge mental, ce n'est pas un témoignage. Viols : l'accusation était déjà portée en 1972.

Bref, le père Fabre est en forme. Il y a bien une enquête judiciaire en cours, mais il faut rester serein. Il y a bien des plaintes déposées par la quasi-totalité des membres du personnel auprès du procureur de la République. Il y a bien les témoignages accablants de ceux qui, jusque-là, avaient dû se taire. Il y a bien jusqu'au docteur Rendo qui commencerait à faire état de quelques « incidents » survenus auparavant...

En 1972, le CREA, la DDASS, l'évêché, avaient bien apporté des critiques en conclusion de leurs enquêtes, recommandé la mutation du père Fabre ou de le doubler d'un sous-directeur contrôleur. Mais rien ne s'était produit. Le préfet, alerté, n'avait pas donné suite.

Une semaine après, le professeur Savelli (dont le nom n'est encore apparu nulle part dans la presse régionale) faisait passer des examens partiels, samedi matin, aux étudiants en psychologie. L'évêque de Montpellier, Mgr

Tourel, fait état de ses relations très personnelles avec le père Fabre et de l'impérieuse nécessité dans laquelle il se trouve de se taire « en conscience ». Les responsables de la DDASS déclarent qu'ils n'ont rien à dire. Monsieur Crampagne, directeur de la DDASS, qui avait, il y a peu de mois, fait donner les CRS contre les élèves éducateurs en grève dont il recevait en même temps une délégation (pour les informer que la réponse à leurs revendications était « en bas... » où venaient d'arriver les CRS), M. Crampagne, donc, n'a rien à dire sur l'Espélidou.

Quant au psychiatre qui vient d'être nommé expert, il s'agit du Pr Pouget, médecin chef de l'infect service Mairey de Font d'Aurelle (H.P. départemental), lui-même ancien médecin militaire et grand ami de Savelli.

Certes, l'Espélidou est une caricature. Mais, soyons en conscients, une caricature à peine forcée, dans certains cas, d'autres centres (publics ou privés) de l'enfance inadaptée, agréés par la Sécurité sociale et bénis par les plus hautes autorités.

Correspondance ■

FRANÇOIS-RÉGIS BARBRY  
LA TÉLÉVISION  
PAR CÂBLES  
OU LA COMMUNICATION  
HORIZONTALE  
OBJECTIFS  
cerf

A partir des expériences déjà réalisées en France et au Canada, l'auteur montre l'enjeu et les possibilités actuelles de la télévision par câbles.  
96 pages 15 F

8 CERF

Isabelle, 13 ans, l'une des 37 pensionnaires, est agitée. Le père Fabre l'accompagne à l'isoloir, une petite pièce de 1m50 de côté, dont le sol est carrelé. Aux murs, des anneaux scellés permettent d'attacher un dispositif, qui ressemble d'assez loin à une camisole de force. Une différence essentielle : les gamines sont rivées et contenues debout ; autrefois, commente le père Fabre, il n'y avait qu'une sangle de cuir et les filles, en se débattant, avaient tendance à se briser les vertèbres contre le mur ; il a donc amélioré son « bidule », dans un sens sophistiqué.

L'enfant est abandonnée là, seule, et le père Fabre s'en retourne dire sa messe qui durera près de trois heures. Après, on va voir. Le spectacle n'est pas très brillant : meurtrissures, strangulation, sang, vomissements. Isabelle s'est débattue, étranglée, asphyxiée. Morte.

Le père Fabre appelle le bon docteur Rendo, médecin généraliste habituel de l'établissement ; c'est dimanche, il est sorti. Le docteur Reboul refuse le permis d'inhumation. Le père Fabre rappelle le soir le docteur Rendo, qui lui explique qu'avec la meilleure volonté du monde il ne peut délivrer un permis d'inhumation qu'un confrère a refusé. L'enquête est inévitable. Le père Fabre, très en colère, en vient (selon ses dires) à arracher une partie du dispositif de torture qui a tué Isabelle. N'allez surtout pas croire qu'il a pu vouloir dissimuler ce dispositif qu'on appellera par la suite, encore bien benoîtement, camisole de force.

« Il fallait que ça arrive... ça ne peut plus durer ! Maintenant, il faut que les bouches s'ouvrent » dit-on à Saint-André-de-Sangonis.

# espagne libéralisme et grenades

Juan Carlos a quitté Barcelone et la Catalogne après une semaine de séjour. Une belle réussite du pseudo-pouvoir libéral : mardi soir, les policiers municipaux de Barcelone en grève avec les pompiers et tous les fonctionnaires de la ville se sont faits grenader et tabasser par les brigades spéciales de la police, dans la mairie de la ville qu'ils occupaient depuis 3 heures de l'après-midi, après huit jours de grève et un refus complet de négociations de la part du maire. La police et les pompiers ont été militarisés. Les grévistes portent avec ostentation et défi un M à la boutonnière pour rappeler qu'ils ont repris le travail sous la menace du tribunal militaire : pour rappeler qu'ils se considèrent toujours comme étant en grève.

Après les grandes manifestations des 1<sup>er</sup> et 8 février, l'agitation sociale n'a pas cessé : des grèves éclatent partout. Lundi et mardi, les ouvriers de la construction ont envahi la cathédrale de Barcelone où ils ont tenu un grand meeting.

Au même moment, ou presque, les franquistes qui voulaient fêter la venue du roi dans la Catalogne ont réuni à peine un millier de personnes. Déjà, ce franquisme ne fait même plus recette auprès de la bourgeoisie. Déjà, les manifestations et les grèves le prouvent, les Catalans n'ont plus peur de la répression. Ils bravent sans arrêt le pouvoir dont l'appareil de répression reste pourtant intact. Le PC catalan et le PTE donnent ouvertement des conférences de presse dont les journalistes n'hésitent pas à rendre compte dans les quotidiens ou les hebdomadaires de la province, quitte à provoquer des conflits avec leurs directions.

Le rapport de force entre le pouvoir et les travailleurs espagnols, au moins pour ce qui est de Barcelone, est en train de se modifier rapidement. Les Catalans appellent cela « le temps de l'espoir ».

Correspondance ■

**TEP** théâtre national  
direction Guy Rolom

Jusqu'au 28 mars

**Don Juan revient de guerre**  
d'Odon Von HORVATH  
mise en scène Marcel BLUWAL

du 24 février au 4 avril  
AU PETIT TEP

**une belle journée**  
de P. BYLAND et P. GAULIER

17 rue Malte-Brun PARIS 20e  
M<sup>o</sup> Gambetta - Tél. 636.79.09

# Où va le



**Le Portugal vient de reconnaître la République populaire d'Angola. Après la France, le principal adversaire en Europe du MPLA. Triste épilogue de la décolonisation portugaise qui aura manqué son dernier acte... et qui en dit long sur l'avancée des forces de droite dans la direction du pays. Là-bas aussi, les élections - législatives celles-là - se préparent. Elles auront lieu autour du 25 avril 1976... Cette perspective domine largement la vie politique actuelle.**

Le coup d'Etat du 25 novembre — incontestablement provoqué et réalisé par la droite (des précisions en ce sens seront bientôt révélées) — a permis à la bourgeoisie d'opérer une sorte de rétablissement au niveau des organes du pouvoir militaire et politique, créant ainsi les conditions d'une réorganisation du système capitaliste au Portugal.

## L'offensive de la droite

En effet, il s'est agi d'abord de liquider la dualité de pouvoir qui existait de fait au sein même de l'appareil d'Etat, dans le domaine militaire et dans celui de l'information. De nombreux éléments spinolettistes de l'ancien état-major reviennent en surface, se réinstallent. Il s'agit pour eux d'isoler le Conseil de la révolution — les neuf avec Melo Antunes — de façon à ce que l'appareil répressif corresponde exactement à l'avancée politique de la droite, en pleine ascension.

Parallèlement, pour essayer de remettre en marche la machine capitaliste bien grippée (c'est-à-dire la pompe à profits), les premières mesures prises par le gouvernement sont claires : augmentation des prix, gel des contrats collectifs, attaques contre la réforme agraire, etc.

Aujourd'hui, la perspective des élections laisse prévoir une victoire de la droite — CDS, PPD — ou, à tout le moins, une très forte progression. Le gouvernement PS-PPD à la recherche de voix anticommunistes s'oppose de plus en plus au Conseil de la révolution qui voudrait arrêter la remontée de la droite, non seulement dans les différents rouages de l'appareil d'Etat, mais aussi à tous les niveaux de la vie politique.

Déjà, dans certaines localités du nord, ainsi qu'aux Açores, le PS ne peut plus guère s'exprimer. Les libertés démocratiques élémentaires n'y existent plus. Ce ne sont quand même pas le PCP ou l'extrême gauche qui sont responsables de ces atteintes : c'est tout simplement le terrorisme fasciste qui veut créer des bases géographiques où tous les partis de gauche seront interdits de séjour. C'est une façon, entre autres, de préparer les élections.

Cependant, la bourgeoisie portugaise, dans sa fraction la plus avancée, préférerait un régime politique d'apparence démocratique où les partis pourraient exister, où les syndicats seraient admis, avec un appareil répressif militaire et policier reconstitué. Avec un régime de ce type, peut s'envisager la reconstruction des groupes financiers principaux — les monopoles — à partir des

liens maintenus avec les capitalistes, européens en particulier, avec la dénationalisation de beaucoup d'entreprises, de banques, de compagnies d'assurance, l'intégration de la réforme agraire dans la logique du capital.

## Les obstacles à la normanisation

Cependant les travailleurs ont maintenu une situation qui leur permet d'organiser la résistance. Les partis, les organismes populaires de base, les syndicats surtout, restent une force suffisante pour empêcher une récupération bourgeoise à court terme. En outre, le secteur des neuf — le groupe de Melo Antunes — a réussi encore à empêcher la bourgeoisie de rassembler les conditions (militaires) pour un affrontement décisif avec les travailleurs et leurs organisations.

Pendant ce temps, la crise du capitalisme portugais s'approfondit : accroissement du chômage (avec les retours d'Angola et la démobilisation, on attendait 450 000 chômeurs, soit 14 % de la population active), inflation, etc. Cette détérioration des conditions de travail et de vie, le refus de respecter les contrats collectifs de travail, les tentations de liquidation des conquêtes populaires, sont autant de facteurs qui permettent le développement de luttes revendicatives. Socialement, la crise atteint désormais des couches jusque-là plus ou moins épargnées. En particulier, elle touche des couches ouvrières et petite-bourgeoises influencées politiquement par le PS,

# Portugal ?



provoquant ainsi une prise de conscience nouvelle. Fin janvier, à Aveiro, s'est tenue une réunion de militants syndicaux du PS qui ont reflété cette nouvelle situation marquée par le développement d'un « courant de gauche » à l'intérieur du PS, critiquant fortement les « camarades ministres », soutenant la réforme agraire et Lopez Cordoso.

## La situation du PS

Cette évolution est importante car, sur le plan politique, le PS continue d'être le nœud où s'enchevêtrent les contradictions du processus portugais. Bénéficiant d'un appui social de la bourgeoisie, mais aussi de nombreux travailleurs, possédant des cadres marxistes et beaucoup d'autres qui ne le sont pas, développant une pratique opposée à son programme, le PS a comme projet de relancer l'économie à partir de l'investissement privé, national et international, tout en évitant de trop reculer dans le secteur nationalisé. En réalité, le PS, inquiet des échéances électorales, pratique un délicat jeu de bascule pour garder des voix à droite (anticommunisme) et à gauche (mécontentement social). Il est d'autant plus inquiet que l'aide économique de l'Europe social-démocrate (elle-même touchée par la crise) qu'elle prétend obtenir pour le Portugal lui est chichement accordée. En réalité, la solution social-démocrate au Portugal est battue. La bourgeoisie et l'impérialisme, après s'être appuyés sur le PS, l'abandonnent, préférant des forces plus sûres que lui, garantissant un plus

grand contrôle de l'économie par les multinationales et une plus grande répression sur les travailleurs.

En ce sens, le PPD, par la vitalité de son projet politique néo-capitaliste, devient le partenaire privilégié pour l'impérialisme américain surtout, mais aussi pour le capitalisme allemand qui vient de recevoir Sa Carneiro. Plus homogène socialement, se présentant avec une image de gestionnaire technocratique moderne, le PPD peut prétendre garantir la générosité impérialiste dans le domaine des investissements et la docilité de la bourgeoisie locale pour accepter la domination économique étrangère. Il s'agit aussi d'assurer d'une main de fer la soumission des travailleurs, dont la faiblesse des salaires serait le dernier motif d'intérêt économique pour l'impérialisme vis-à-vis d'un Portugal qui a perdu ses colonies. Du même coup, les intérêts géostratégiques de l'impérialisme seraient sauvegardés. Est-ce un hasard si le PCP (ML) a décidé d'abandonner son soutien au PS pour l'accorder, en vue des élections, au PPD ?

Face à cela, ne reste aujourd'hui que le projet du PCP dont le congrès, prévu deux mois après les élections, sera difficile. Pour le moment, dans la perspective des élections, il veut apparaître face aux travailleurs comme le meilleur et le plus efficace des défenseurs des conquêtes populaires du processus. En même temps, il propose une alliance au PS, dont il sait bien qu'elle n'a

guère de chances de se réaliser dans un délai prévisible.

L'extrême gauche est la grande battue du 25 novembre, dans la mesure surtout où son point d'appui essentiel (sur lequel elle avait trop compté), la composante militaire, a été démantelée. Elle est en pleine destruction-restructuration, et par-là même incapable d'intervenir autrement que de manière ponctuelle — pour la libération des emprisonnés du 25 novembre par exemple — sur le terrain politique.

Aujourd'hui, au niveau politique central, la contradiction principale réside dans l'opposition du bloc PPD-CDS au groupe Melo Antunes, celui-ci étant sur la défensive. Le groupe des neuf est, de fait, appuyé par le PCP, les journaux de gauche, le groupe parapolitique du GIS (Groupe d'initiative socialiste de C. Oliveira), une partie du PS, et aussi pour l'essentiel, l'extrême gauche. La résistance du groupe des neuf, jointe à la perspective électorale, laisse un espace politique étroit, mais réel, pour l'action des forces populaires. Toute la question est de savoir si les révolutionnaires sauront utiliser les contradictions de la situation — à tous les niveaux — pour intervenir sur le champ politique tel qu'il est, et être capables de propositions et d'actions unitaires répondant aux besoins actuels des masses.

C'est ce que nous verrons dans un prochain article.

B. RAVENEL ■

chine

## Le drapeau rouge contre le drapeau rouge

En Chine, le cours des événements se précipite. La mort de Chou En-laï a bouleversé l'équilibre instauré après l'élimination de Lin Piao et de Chen Po-ta. Un équilibre qui, à vrai dire, n'en était pas un, puisque Chou, tout en maintenant une certaine façade idéologique, s'était attaché avant tout à reconstruire le parti, l'Etat et l'économie en mettant fin à la ligne de la Révolution culturelle, dont certains thèmes n'étaient conservés que comme façade idéologique.

L'attaque très violente lancée contre Teng Hsiao-ping dans les Universités de Pékin et Shangai, et reprise en termes plus ou moins voilés par le *Quotidien du Peuple*, montre la volonté de la tendance radicale de la direction du PC chinois d'utiliser le vide politique créé par la mort de Chou En-laï pour remettre en cause sa politique, où la priorité était accordée au développement économique et technique intensif aux dépens de la lutte idéologique. Cette tendance joue son va-tout : elle est minoritaire dans la direction (où elle est représentée par le groupe de Shangai : Chang Chun-chiao, Wang Hong-wen, Yao Wen-yuan) et le « compromis » obtenu pour la désignation du Premier ministre intérimaire ne lui est pas, à priori, favorable. Mais elle peut compter sur le rempart doctrinal que lui fournit Mao, sur certains milieux universitaires et étudiants, et utiliser le mécontentement populaire suscité par la politique productiviste et autoritaire menée depuis plusieurs années.

L'appareil administratif fera tout pour empêcher le déclenchement d'une nouvelle Révolution culturelle — fût-ce au prix de l'élimination de cadres discrédités lors de la RCP comme Teng. Reste à savoir si cette lutte pour le pouvoir se traduira au niveau des masses ouvrières chinoises et quelle sera l'attitude des cadres dirigeants de l'armée : rappelons que le nouveau ministre de la Guerre, Chen Hsilien, est le représentant direct de ces derniers, et fut un des adversaires les plus résolus de la ligne « gauchiste » de Lin Piao...

## Portugal-information n° 3

Portugal-Information n° 3, journal de soutien à la révolution portugaise, est sorti :

Au sommaire : les commissions d'habitants ; la réforme agraire ; les militaires emprisonnés écrivent, etc.

Prix unitaire 2 F - Commandes groupées 1 F 50 - Ecrire : 9, rue Borromée Paris 75015.

## une interview d'Andréas PAPPAS responsable du PASOK

La grèce dans le  
Marché commun :  
un cautionnement

La Grèce vient d'entrer dans le Marché commun grâce à l'insistance de l'Allemagne, des Pays-Bas, mais surtout de la France. Quelle signification économique cette adhésion a-t-elle, quand on sait que l'économie grecque est sous-développée par rapport au reste de l'Europe et qu'elle reste fondée sur un capitalisme commercial et financier, l'essentiel du secteur industriel étant toujours sous contrôle américain avec une percée récente et croissante des capitaux français. Il en ressortira une augmentation des complications de la politique agricole commune et les petits paysans grecs risquent de se retrouver avec les mêmes problèmes que nos viticulteurs. L'attrait d'un nouveau marché à forte demande de biens d'investissement servira par contre les intérêts des capitalistes européens.

Les raisons essentielles de cette adhésion sont ailleurs, c'est-à-dire politiques. En effet, Caramanlis, appuyé par le nouveau parti social-démocrate de Georges Mavros (ex-Union du centre) et par le parti communiste de l'intérieur, veut se faire décerner ses brevets de démocratie par la bourgeoisie européenne, afin d'asseoir son audience face à un électorat qui vit difficilement la crise. D'autre part, il peut ainsi réprimer les luttes populaires qui se développent, au nom de l'unité nationale. Dans le contexte mouvant de cette « Europe du sud », la droite « libérale musclée » et la social-démocratie ont intérêt à soutenir Caramanlis, homme des compromis pour les impérialistes de tout poil, afin qu'il garantisse un des « maillons faibles de la chaîne ».

Andréas Pappas, responsable international du PASOK, nous confirme, dans l'interview que nous publions ci-dessous, que le peuple grec n'est pas dupe de cette mascarade.

J.S.

**TS :** Il y a maintenant plus d'un an que le peuple grec est sorti de la nuit. Comment vit-il le libéralisme « musclé » de Caramanlis ?

**Andréas Pappas :** On assiste actuellement à une radicalisation du mouvement populaire grec. En novembre, une manifestation en mémoire des martyrs de l'école polytechnique, a réuni, à l'appel de toutes les organisations politiques et syndicales, plus de 800 000 personnes à Athènes. Tout le peuple était dans la rue : les partis de gauche qui en rassemblaient la grande majorité criaient des slogans anti-américains contre l'Otan, les bases américaines en Crète, Kissinger responsable pour les Grecs de la tragédie chypriote. Il existe une forte conscience anti-impérialiste.

**TS :** Dans notre enquête du mois de juillet-août, nous avons constaté que le terrain électoral était privilégié, car la répression dans les entreprises était forte. Qu'en est-il actuellement ?

**A.P. :** Effectivement, seules des grèves sauvages et spontanées avaient éclaté dans les secteurs les plus touchés par la crise et aucune coordination de ces luttes n'avait véritablement été menée. Mais, avec le développement de la crise, tous les secteurs et toutes les couches sont touchés par l'inflation et le chômage, ce qui entraîne des grèves dures et des formes nouvelles de lutte pour le mouvement syndical grec. A Thessalonique, MEO, une grosse fabrique de papier, a connu un conflit de deux mois qui a permis aux ouvriers d'arracher

Les résultats des élections professionnelles par secteur ont montré que la gauche, qui a remporté la majorité des sièges, gagne du terrain.

Les étudiants n'échappent pas à cette offensive puisque, le 15 décembre, 87 % d'entre eux participaient aux élections universitaires où le PASOK a obtenu 81 sièges, le parti communiste (extérieur) 80 et le parti communiste (intérieur) 61, sur 330 environ. La droite malgré un taux fort de participation est battue et les gauchistes voient leur audience se réduire sur le seul terrain où ils étaient quelque peu présents.

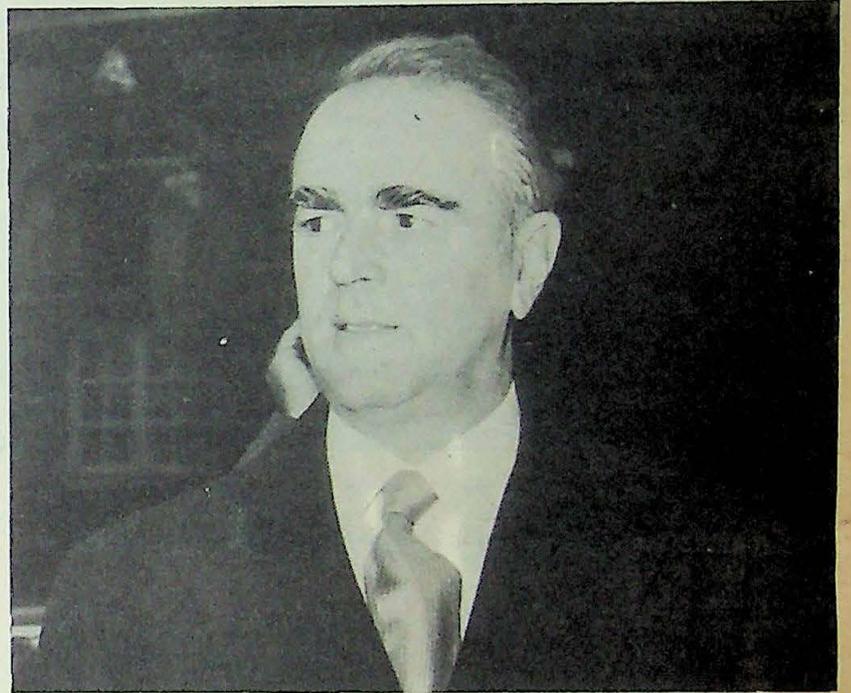
80 % des revendications. La gauche, et le PASOK en particulier, ont aidé les grévistes à organiser une grande marche sur Athènes, qui a permis de populariser le conflit dans les régions industrielles traversées. D'autre part le 18 décembre, pour la première fois depuis la chute des militaires, une grève générale a paralysé l'enseignement public et privé pour des hausses de salaire et des créations d'emplois. Les fascistes et le patronat perdent leurs forces dans les syndicats, et nous pensons pouvoir réorganiser le mouvement syndical pour coordonner toutes ces luttes.

**TS :** Quelle est la politique de Caramanlis face à cette montée populaire ?

**A.P. :** Il se targue de contrôler l'inflation en la maintenant à 14 %, chiffre très en deçà de la réalité, et joue à fond l'illusion du Marché commun qui devrait apporter « le niveau de vie européen » à tous les Grecs. La visite de son ami Giscard l'a bien aidé à faire du « cinéma » et à obtenir des prêts pour résorber le déficit permanent de la balance des paiements, couvert auparavant par les Américains.

Mais, face aux luttes populaires, il dévoile son vrai visage qui ré-

prime et fait payer la crise aux couches populaires. Cette crise a un côté positif : elle renforce la polarisation entre la bourgeoisie et les masses populaires. Caramanlis en a peur car, en plus de la crise économique, il y a crise idéologique de la société bourgeoise grecque, dont l'aspect le plus important est la chute de l'anticommunisme implanté depuis vingt ans. Le gouvernement mène donc une attaque de grande envergure contre toute la gauche et contre Andréas Papan-dreou en particulier.



Caramanlis : un « libéral » musclé.

**TS :** Face à ce durcissement du régime, quelles sont les attitudes des organisations politiques ?

**A.P. :** Dans Nouvelle Démocratie, le parti de Caramanlis, il y a une frange de bourgeois éclairés qui poussent aux réformes et qui, ayant conscience de la crise idéologique, proposent l'idéologie européenne, « sa démocratie », son progrès technique et son niveau de vie qui devrait apporter la culture aux couches populaires. Mais cette frange est minoritaire dans la droite. C'est Averoff et l'aile dure liée à l'ancien régime qui a le pouvoir. L'Union du centre vient de se transformer en un parti social-démocrate avec l'aide financière du SPD, qui avait auparavant contacté Andreas Papan-dreou pour créer ce parti de collaboration de classe que celui-ci avait refusé et qu'il dénonce actuellement. Des personnalités de l'EDA ont également été favorables à cette création. Nous pensons que celui-ci a peu de chances de survivre, car la structure sociale de la Grèce, sous-développée par rapport au reste de l'Europe, ne le permet pas.

Dans la gauche, la radicalisation des masses joue essentiellement pour le PASOK car les deux partis communistes ne collent pas à cette dynamique. L'extérieur, parti communiste orthodoxe, ne répond plus aux aspirations profondes de la majorité des Grecs, même si son at-

titude combative a des échos dans la classe ouvrière, le parti de l'intérieur qui soutient Caramanlis est de plus en plus critiqué comme parti droitier. Avec 10 ou 12 % des voix, ces deux partis arriveront à leur maximum d'audience.

Le PASOK, mouvement socialiste comparable à un mouvement de libération nationale non marxiste-léniniste mais anticapitaliste et antibureaucratique, essaye de se développer en fonction de la réalité grecque et en s'organisant à la base de manière démocratique et autogestionnaire afin de proposer un socialisme qui permette la mise en place du pouvoir populaire. Malgré toutes les calomnies dont il est victime, les Grecs le comprennent de mieux en mieux et, surtout, dans la classe ouvrière et dans la jeunesse, les fers de lance des luttes actuelles. Sa ligne politique actuellement est de dénoncer l'illusion européenne, nouvel impérialisme qui asservirait les masses populaires, de renforcer la polarisation de classe qui se développe et d'organiser pour cela des actions unitaires à la base avec le parti communiste de l'extérieur essentiellement.

Propos recueillis par Joël Satre

Lénine à Zurich,  
de Soljenitsyne

# un récit romancé

Lénine à Zurich d'A. Soljenitsyne n'est ni une biographie, ni un essai. C'est un récit romancé. Dès les premières pages, la réalité du personnage principal est saisissante : « le crâne presque dégarni, avec son costume fatigué, son visage aigu, l'incessante furtivité de son regard en alerte, les poils trop longs de sa barbe mal taillée », il n'a rien d'une icône, ou d'une momie offerte à l'idolâtrie des foules.

○ Avec autorité, l'auteur nous entraîne dans le sillage de son personnage. Nous nous installons avec lui dans sa tête. Rien ne peut nous échapper. Peu à peu, et bien que nous nous en défendions, nous ne pouvons nous empêcher d'éprouver des sentiments mêlés. Le personnage n'a rien d'héroïque, ni de chevaleresque. Il est finalement assez peu sympathique.

Tyrannique avec ses proches, coléreux, renfrogné, terriblement radin, il s'évertue à trouver des ennemis chez ses adversaires et des adversaires chez ses fidèles. L'amitié ? il n'y a pas d'amitié en politique. Car toute l'énergie, toutes les forces intellectuelles et physiques du personnage sont tendues vers un but unique : la révolution, c'est-à-dire la conquête du pouvoir.

Le récit comporte trois « nœuds », trois flashes : août 1914, départ forcé vers la Suisse ; octobre 1916, rencontre à Zurich avec Parvus ; mars 1917, la préparation du départ vers la Russie en révolution.

Autour de ces événements, de nombreux retours en arrière permettent, par touches successives, de reconstituer toute la période et de préciser peu à peu les traits du personnage.

Ce qui frappe de prime abord, hormis son autoritarisme, c'est le cynisme brutal de ses réflexions politiques : « Quelle joie que cette guerre paneuropéenne ! Ironie : c'est celle qu'attendaient Marx et Engels !... ne pas arrêter la guerre, mais l'attiser !... la remplacer aussitôt par la guerre civile et, qui plus est, par une guerre civile implacable !... » Il en rajoute même : « plus les chiffres (des pertes russes) montent, plus il était heureux ! ». La révolution apparaît surtout comme un déchaînement paroxystique de violence : si les bolcheviks sont hostiles à la terreur individuelle, c'est « uniquement parce que la terreur doit devenir action de masse ».

La Commune de Paris « a été trop magnanime : au lieu de fusiller en masse les classes qui lui étaient hostiles, elle leur a conservé la vie... ».

Mais, entre ces réflexions brutes et leur expression publique (écrite notamment), une certaine distance s'impose. D'abord il faut les traduire « en marxisme courant », ensuite, attention !, il y a la meute des ennemis et des adversaires, qui pourraient tirer argument de telle ou telle formulation. Archiprudentissime, le camarade Lénine !

Cela ne l'empêche pas de donner à la polémique avec les autres courants socialistes un ton d'extrême violence. Les renégats, les traîtres et autres méprisables philistins, pullulent ; il faut les déconsidérer, les déshonorer devant les masses ! Leur influence pernicieuse doit être combattue jusque dans les rangs bolcheviques, des ruptures s'imposent. Le parti se renforce en s'épuisant.

« Nous seuls », tout est là. Pour réussir, le petit groupe de révolutionnaires professionnels doit être dénué de toute espèce de scrupule quant au choix des moyens. S'allier avec le diable, s'il le faut, utiliser le mensonge et la ruse (mais prudence : ne pas se laisser compromettre, surtout)...

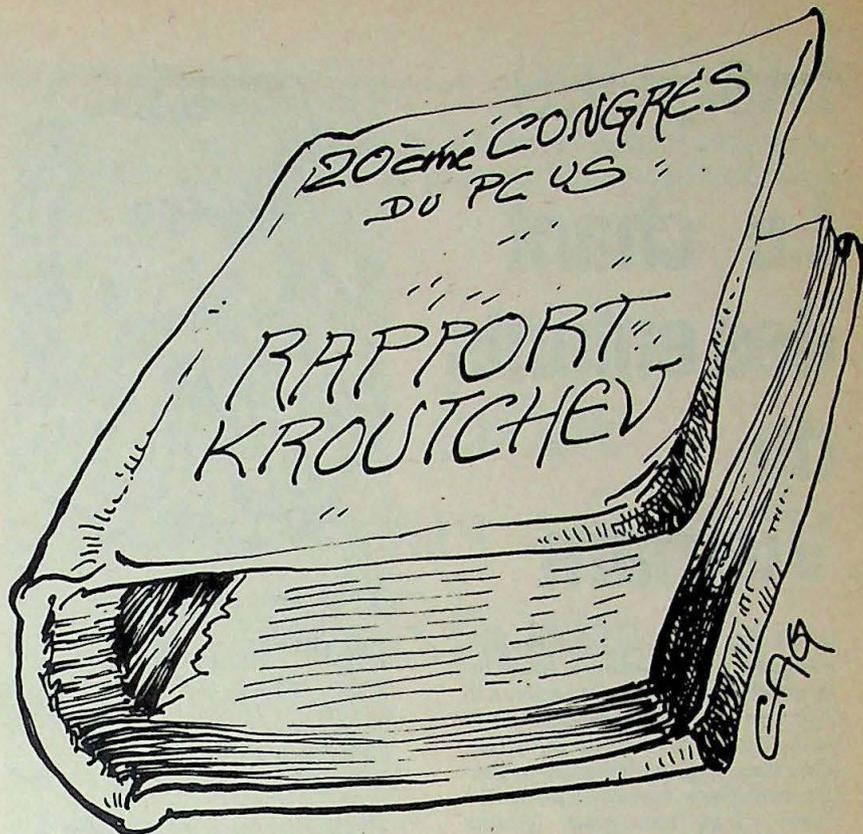
Bref, les traits ultérieurs de la société soviétique, depuis la dictature terroriste du parti sur la société jusqu'à l'utilisation d'un discours idéologique mensonger, sont présents dans ces prémisses. Staline était dans Lénine (et Lénine dans Marx).

La thèse n'est pas nouvelle, et Soljenitsyne, en définitive, ne peut échapper aux phantasmes réactionnaires les plus éculés.

Son Lénine a un couteau entre les dents. Mais il n'a rien d'une caricature grimaçante, et c'est ce qui fait sa force ; c'est un Lénine qui ne ressemble pas à son modèle, mais il est bien vivant, plausible. Le talent de l'écrivain, au prix parfois d'une certaine distorsion des faits, donne, ici, une remarquable épaisseur à un système de références de politiques finalement assez pauvres.

La critique marxiste du léninisme et de la révolution d'Octobre reste à faire. Le mérite de Soljenitsyne est, peut-être, de la mettre à l'ordre du jour.

Léo GOLDBERG ■



## Les semi-vérités du rapport Khrouchtchev

○ Si les thèmes généraux du rapport Khrouchtchev (1), vieux aujourd'hui de vingt ans (dénonciation du culte de la personnalité, des violations de la légalité socialiste et du principe « léniniste » de la direction collective), sont bien connus, son contenu exact, en matière de faits et d'anecdotes, l'est beaucoup moins. Khrouchtchev y parle des procès fabriqués et des aveux extorqués sous la torture lors de la grande répression de masse des années 1937-1938 contre les cadres staliniens du parti (les procès de Moscou étant passés sous silence), de l'impréparation de Staline face à l'agression nazie de juin 1941 et de son impéritie militaire, des déportations massives de peuples entiers au cours même de la guerre, de la rupture avec Tito et du fameux « complot » des Blouses blanches...

Sous le couvert d'un « retour au léninisme », l'argumentation devait faire fortune : en URSS, le socialisme est triomphant depuis le début des années 1930, la lutte contre les adversaires du léninisme ne doit donc plus se solder par leur annihilation physique, mais se situer sur le seul « terrain idéologique » — ce terrain même où, à en croire Khrouchtchev, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine connurent la défaite... Contre eux, le parti avait raison. Mais par la suite, il devait grandement souffrir des méthodes de Staline, de son « côté négatif », déjà entrevu par le clairvoyant Lénine. Eliminer ces méthodes, telle est l'affaire du parti et de lui seul.

Pas un mot sur les millions de victimes de la collectivisation forcée, sur le martyre du peuple et de la nation soviétique. Le rôle dirigeant du parti, de son Comité central, ne saurait être mis en cause. Quelques mois plus tard, les peuples hongrois et polonais, se saisissant comme une arme de cette vérité partielle, devaient en décider autrement et, du même coup, se méprendre gravement sur le sens de la déstalinisation ainsi engagée.

La présentation du texte par Branko Lazitch, les notes qui l'accompagnent, viennent réparer les omissions de Khrouchtchev, préciser et corriger les semi-vérités de son rapport.

Jamais publié en Union soviétique, jamais diffusé par aucun parti communiste au monde, connu par ses seules traductions anglaise et française, le rapport Khrouchtchev demeure, en dépit de ses limites politiques, un document capital pour savoir ce que fut le stalinisme. Pour les âmes sensibles, une bonne introduction donc, toute en douceur, à l'Archipel du Goulag.

Guy PERRIN ■

(1) : Le rapport Khrouchtchev et son histoire. Texte présenté et annoté par Branko Lazitch. Ed. du Seuil, collection « Points » - 120 pages, 7,50 F. En vente à la librairie Syros.

## DISQUES

# Le chant des enfants du Vietnam

Il est des disques pour les hit-parades. Leurs auteurs, leurs interprètes, ont droit à la radio, à la télé, bref, à la « promotion »... Et puis, loin du bruit et de la fureur, il est des disques fraternels, chaleureux, fiers, qui vous parlent à l'âme. Très fort mais à voix basse. Comment ne pas dire — ne pas vouloir faire partager — notre plaisir, quand ces disques-là sortent, malgré les contraintes des réseaux commerciaux dominants.

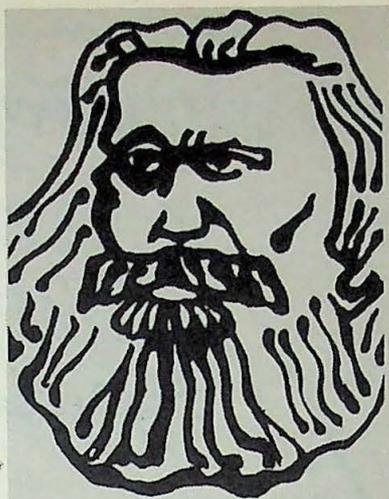
Trois de nos amis — Mouloudji, Christiane Perrin, Bachir Touré — ont ainsi enregistré de belles, tendres, étranges chansons qu'ils nous faut savoir écouter, savoir entendre. Sous le titre **Les fleurs de l'abricotier**, leur beau disque réunit, sur des musiques de Christiane Perrin, des poèmes d'enfants du Vietnam, écrits pendant la guerre (1).

C'est la guerre. Et ce sont des poèmes d'enfants. La guerre est là, sourde et présente. Absurde et concrète : « **la corde de mon cerf-volant, je l'attache à ce pieu au bord d'un trou de bombe** ». L'ennemi est là, connu et affronté : « **dans chaque lettre il me demande, mon fils où en sont les études ? O père sois tranquille, je sais aussi combattre le Yankee** ». Et puis la propagande est là, qui voisine avec l'espoir : « **maintenant je sais bien chanter, la maîtresse de la libération m'a appris de belles chansons (...)** Oh ! Merci la Révolution ».

C'est la guerre. Et ce sont des enfants qui ne cessent d'aimer, de dire, de chanter les fleurs, les arbres et les fruits, le chant du hamac, « **le hamac grince, le hamac chante, ma main le berce en cadences, les trois pièces de ma paillette s'emplissent du chant du hamac** ». Ce sont des enfants qui, entre deux raids, vont apprendre à lire et compter.

La guerre est finie. La bataille pour le Vietnam continue. Ces enfants, qu'on nous donne à entendre — si joliment, c'est-à-dire si gravement — seront peut-être les artisans d'une vraie victoire. Sachons les écouter...  
Gilbert HERCET ■

(1) En vente chez les (bons) disquaires : 30 cm disques Mouloudji 35 F. - En vente surtout à Syros, 9, rue Borromée, Paris 15e au prix spécial de 24 F.



## CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

### Prochaines séances :

Vendredi 27 février, à 19 h, 83 Bd Arago : l'information ; production et diffusion avec Claude Boris

Mardi 2 mars à 19 h, 44 rue de Rennes : marxisme et psychanalyse (2ème partie) avec Boris Franckel

Vendredi 5 mars à 19 h, 83 Bd Arago : le modèle économique chinois.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Je désire m'abonner aux cassettes du cycle :

●  Marxisme et philosophie

●  Analyse marxiste de l'économie

●  Histoire du mouvement ouvrier

●  Critique des pratiques sociales

Chaque abonnement pour un cycle comporte douze cassettes livrées avec le plan des exposés et une bibliographie :

Prix : 1 cycle : 240 F ; 2 cycles : 450 F ; 3 cycles : 650 F ; 4 cycles : 830 F.

Renvoyer ce bulletin à CPFS, avec un chèque libellé à l'ordre de M. Pierre Garrigues.

## Cinéma 76

N° 207 - MARS



LE CINEMA ALGERIEN

Situation, étude, entretien



Entretiens avec :  
**Jean-Louis Comolli**  
**Benoît Jacquot**  
**Barbet Schroeder**



Dans le N° 206 :  
L'INDEX 75

En vente partout 8 F  
6, rue Ordener  
Paris-18e

# La poésie change aussi

... Nulle personne n'écoute la poésie. L'océan n'a pas l'intention d'être écouté. Une goutte ou écrasement d'eau. Ça n'a l'intention de rien... (Jack Spicer).

La parution d'un **Change-mondial II** (1) est une nouvelle confirmation du désir qu'ont les membres de cette revue de porter, sur les avancées dans la création et la critique, un regard sans frontières. Qu'elles soient géographiques, temporelles, linguistiques, culturelles ou idéologiques.

En effet, depuis sa création — en l'année 1968 —, la revue **Change** suit avec une extrême attention les tracés les plus périlleux — généralement les moins « voyants » — de cette nouvelle langue de poésie qui, en tous les lieux du monde, s'invente : de l'Amérique latine (2) (avec Octavio Paz le Mexicain, Saul Yurkiewicz l'Argentin, J. Lezama Lima le Cubain, etc.) à l'URSS (avec les sorciers tchouvaches tels que Aigui les redécouvre), et jusqu'aux griots (narrateurs) du Mali.

Sorciers et griots qui, dans ce premier **Change-mondial**, côtoient **L'homme-zéro** de E. Madani le Tunisien. Jack Spicer le sioux américain mort de malnutrition en 1965, le suédois Göran Sonremi, le danois I. Christensen, etc.

Le second nous livre en proximité des voix que la répression menace, a menacé ou, déjà, étrangle : groupe surréaliste tchèque, ensemble grec autour de Yannis Ritoos, B. Breitenbach emprisonné pour avoir dénoncé le racisme et l'oppression en Afrique du sud, Ulrike Meinhon, détenue depuis 1972 en Allemagne fédérale. Agnès Béothy, de Fleury-Mérogis.

Quant au **Change monstre-poésie** (4), il fait d'avance mentir les augures qui ressasseraient la mort de la

poésie française... Langues de violences, mais d'une violence qui recherche la pertinence de ses coups. Et non pas à la manière très conformiste, quelqu'en soit la teinte de sauvagerie affichée, des pseudo-hippies-sorciers californiens ou parisiens qui gardent l'illusion naïve et romantique qu'il suffit d'insuffler du sexe, de la drogue, de la fête et quelques grossièretés dans le vieux langage pour le subvertir.

**Change** est un lieu de passage et de rencontre pour les voix les plus diverses de par leur provenance, leur langue « naturelle », leurs inquiétudes, mais c'est aussi un lieu où l'on voit se dessiner, prendre relief, ce qui relie souterrainement ces voix les unes aux autres, dans la conscience ou l'intuition d'être engagées dans une même exploration et expérimentation des pouvoirs du langage. Exploration dans les poumons de la langue, dans ce qui la fait battre et respirer, lui donne souffle, rythme et résonance, et dans l'os-sature du langage (sa syntaxe), dans ce qui rend possible le jeu créateur en tant que jeu réglé.

La poésie n'a pas de message à transmettre (le langage courant est bien plus sûr pour cela). Sa fonction révolutionnaire, lorsqu'elle en a une, se situe au niveau de la destruction des vieilles formes de la langue, de la pensée et de la sensibilité, dans et par lesquelles se perpétuent valeurs culturelles et idéologiques dominantes.

MARION LAY ■

(1) **Change** n° 25 : Seghers-Laffont.

(2) **Change** n° 21

(3) **Change** n° 20

(4) **Change** n° 23

## Librairie

1° Dossier « A » comme Armes

ERID GERDAN

Le trafic officiel et l'autre

Ceux qui touchent les pots-de-vins

Les complicités politiques

F. 38.00

2° Dossier « B » comme Barbouzes

P. CHAIROFF

Une France parallèle

Celle des basses œuvres du pouvoir

F. 39.50

3° Dossier « D » comme Drogue

Le milieu et la politique

Les gros bonnets

Les financiers et les filières en France

F. 38.00

PRIX REEL

115 F 25

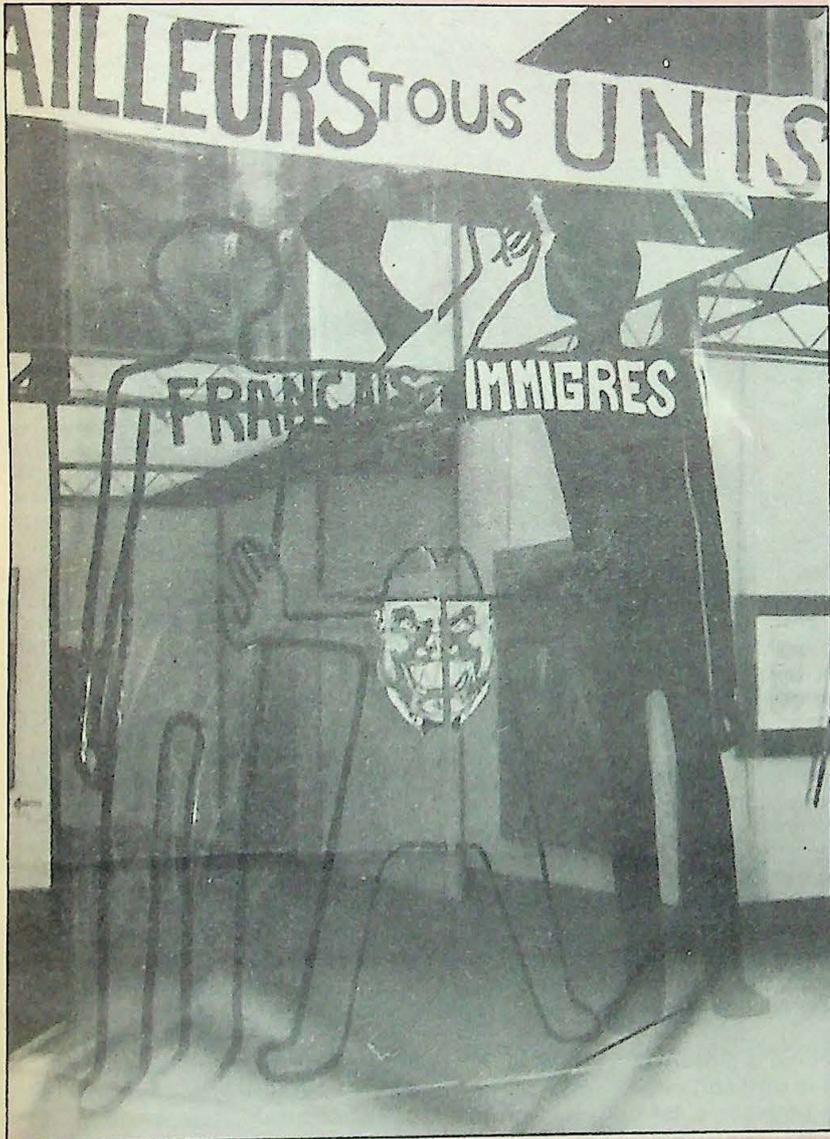
NOTRE PROPOSITION : FRANCO 100 F

Adresser commande et règlement aux Editions Syros, 9 rue Borromée, 75015 Paris - CCP 19 706 28 Paris.

## « C'est la vie d'château... »

El Assifa est une troupe de travailleurs arabes et d'intellectuels français (en petit nombre), née de la lutte (grèves de la faim des sans-papiers, manifestations antiracistes, etc.). En plein cœur de Barbès à Paris, Barbès la quadrillée, la « policée », Barbès la recluse, la même-pas-bonne-pour-le-pittoresque, hors les yeux touristico-dominicaux des familles, ce cri de révolte à la fois lucide, ironique et déchiré prend un sens tout particulier, direct, charnel.

C'est la vie d'château pourvu qu'ça dure (1) est une reprise élargie, affinée et complexifiée d'une première tentative (Ça travaille, ça travaille et ça ferme sa gueule). Apparaissent très clairement la collusion des gouvernements français et marocains (le Maroc est pris comme exemple type), l'utilisation de la main-d'œuvre immigrée comme simple marchandise à bas prix et soumise, le rôle policier de l'Amicale, la fonction d'intoxication idéologique d'une certaine alphabétisation, la dérisoire supercherie du Maroc touristique...



Pièce conçue pour toucher un public des plus larges, elle ne prétend pas avancer une analyse exhaustive du phénomène de l'immigration. Il faut plutôt la concevoir comme une mise en éveil d'une sensibilité antiraciste et d'une intelligence de base des intérêts economico-politiques et idéologiques que sert l'immigration.

On ne peut que regretter, surtout vis-à-vis des travailleurs arabes qui, espérons-le, viendront nombreux, l'absence de toute allusion aux luttes menées ces dernières années par les travailleurs immigrés, de manière autonome ou en liaison avec les travailleurs français.

Il est bien de susciter la révolte. Mais le danger n'a pas toujours été évité d'une révolte qui pourrait donner l'impression de s'entretenir d'un certain lyrisme déclamatoire, de s'enfermer dans un fatalisme dénonciateur (l'immigré-victime-en soi) qui ferait apparaître comme utopique et perdue d'avance toute tentative de réaction, non plus seulement épidermique mais d'action concertée.

Une tentative, de toute façon, à suivre, à encourager et à débattre.

Marion LAY ■

(1) Le samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h et 18 h 30 : salle Saint-Bruno, 8, rue Pierre Lhermite - Paris 18<sup>e</sup>.

Gérard Gélas et le Chêne Noir nous reviennent à Paris, au Théâtre de la Renaissance jusqu'au 6 mars, à l'invitation de Chaillot (1).

### La Befana

## Une étoile qui nous vient du Rhône

La pièce prend pour point de départ une vieille légende italienne : dans un village, il y a deux mille ans, une vieille femme acariâtre, en ouvrant sa porte, se retrouve face aux Rois mages qui ont perdu leur route et l'étoile qui les guide. Elle leur ferme la porte au nez en les traitant d'imbéciles. Tous les malheurs s'abattent alors sur elle. Peut-être prise de remord, elle décide d'aller à leur poursuite... Telle est la légende, mais le Chêne Noir est un théâtre du XX<sup>e</sup> siècle et ne peut ignorer la réalité politique et sociale.

C'est avec des mots de poète que Gérard Gélas nous présente cette course moderne à l'étoile que les humains essaient d'attraper... Cette étoile que l'on convoite, que l'on croit avoir atteint et qui tout à coup vous échappe... elle peut avoir nom emploi, démocratie, socialisme, bonheur, amour. Le Chêne Noir l'illustre superbement : féerie de lumières qui captent la beauté, l'humour, le tragique : des lumières qui surgissent, éclatent comme celles que l'on imagine dans nos rêves. La musique, elle aussi, est merveilleusement présente et sensible.

Tout, au Chêne Noir, est réalisé « maison » : chacun des membres de l'équipe a plusieurs métiers et les jeunes qui leur rendent visite dans leur belle chapelle Ste-Catherine d'Avignon constatent que les comédiens font partie du monde du travail. Dans deux mois, une nouvelle pièce sera mise en chantier. Son titre, Orphée 2000.

Patiemment, de pièce en pièce (Radio mon amour, Marilyn, Sarcophage, Opération, Aurora, L'Eclipse de l'Indien, Miss Madona, la Déesse d'Or), le Chêne Noir nous raconte un « théâtre de l'utopie », envisageant « l'utopie comme un levier politique », réinventant le merveilleux afin d'éviter à toute révolution présente ou future de sombrer dans le dogmatisme.

« Nous faisons plus que du spectacle, nous parlons de la vie » dit Gélas. Connaître la vie, écouter les arbres, retrouver la signification de tout ce qui nous entoure, telle est la mission que le Chêne Noir se donne. Et, avec son doux sourire, Gélas nous rappelle que « les gens qui ne connaissent rien sont ligotés » et que « les partis politiques n'en sont pas encore assez conscients ».

Le poète, dit Jean Ferrat, a toujours raison... Écoutons le poète Gélas, ses « Chants pour le Delta, la Lune et le Soleil » (2) : une poésie poussée par le mistral, à fleur de fleuve, qui a le visage, la voix, la beauté d'une comédienne, Nicole Aubiat (l'étoile). Tous les comédiens sont très bons : « La Befana » est joué par Daniel Dublet qui interprète avec une grande intelligence ce personnage noir et méchant.

Françoise CLAIRE ■

(1) : Location : 727.81.15, Théâtre de la Renaissance, 20 bd. St-Martin, Paris 10<sup>e</sup>.

(2) : Chants pour le Delta - Ch. Bourgeois éditeur. Le Chêne Noir, collection Théâtre ouvert, Stock.

Il n'est jamais trop tôt pour penser aux vacances

Demandez le programme 76 !...

**Découverte et culture, loisirs**

4, rue d'Allgre - 75012 - Paris

NOM : .....  
 PRENOM : .....  
 ADRESSE : .....  
 désire recevoir le programme  
 désire adhérer à l'association (50 F jusqu'au 31 mars)

# Dans 60 départements, 160 candidats PSU

Présence significative que celle du PSU aux cantonales.

● Par l'effort que cela représente : par exemple, dans la région parisienne, le PSU sera présent dans 40 cantons sur 65 : Hauts-de-Seine, 10 sur 20 ; Seine-Saint-Denis, 16 sur 23 ; Val-de-Marne, 14 sur 22 ; Essonne, 14 sur 21 ; Val-d'Oise 13, etc.

● Par la signification politique des candidatures : 20 % de femmes, trois inculpés, un soldat ; la présence dans tous les lieux de lutte ; le soutien à

plus d'une dizaine de candidats comme celui du MLAC à Aix-en-Provence.

● Par le sens de la campagne :

- contre la politique économique et sociale du pouvoir,
- contre la répression et pour la libération des emprisonnés,
- pour le contrôle populaire des affaires locales.

## Cantonales

# DES INCULPES ET UN SOLDAT CANDIDATS...

« Le PSU salue les soldats et militants syndicalistes emprisonnés et leur exprime sa totale solidarité... » Deux mois après cette déclaration de sa Direction politique nationale en décembre 1975, le PSU présente aux cantonales deux inculpés devant la Cour de sûreté de l'Etat et un soldat.

Parmi les 53 inculpés pour démolition de l'armée, Armand Jung et Jean-Claude Valentini — le premier de Strasbourg et le second de Besançon — sont candidats dans leur localité ; Louis Jouve, parachutiste au 1<sup>er</sup> RPC de Pau (dit régiment d'« intervention rapide Outre-mer ») se présente à Pau. Ce n'est pas seulement en tant que témoins exemplaires de la répression patronale et gouvernementale qu'ils se présentent, c'est en tant que militants du PSU.

Ces trois candidatures sont une riposte immédiate à l'ensemble de la politique de la bourgeois-

ie, activement mise en œuvre par le gouvernement. Elles sont aussi un appel à poursuivre la mobilisation pour arracher la libération des deux camarades encore emprisonnés : Claude Baudouin et Jacques Stambouli.

Louis Jouve fait son service militaire depuis sept mois dans le camp d'Ichou, près de Pau ; sa présence aux cantonales est d'abord le témoignage de l'un des 1 500 appelés de son régiment qui refusent de se reconnaître dans la caricature de soldats que nous présente Bigeard, dans ses propos provocateurs à l'égard d'Arlette Laguillier, des femmes et des appelés, tout particulièrement des appelés parachutistes. Elle permet aussi de briser le mur du silence que la Sécurité militaire tente de réédifier dans les casernes, et de porter au grand jour les revendications des soldats. Sa propre campagne électorale s'inscrit dans la campagne d'ensemble menée par le PSU pour les droits démocratiques

dans l'armée et la syndicalisation des appelés et engagés, en liaison avec le mouvement ouvrier.

Concrètement, ce seront les conditions de vie des appelés, le poids de la hiérarchie et de l'idéologie militaire, et l'ensemble des problèmes qui se posent actuellement à l'armée et dans l'armée, qui seront posés au grand jour, dans la « vie civile », en tant que partie prenante de l'ensemble de la vie politique et, comme telle, objet du débat le plus large et le plus « libre ». Sans oublier l'utilisation de l'armée, comme à Djibouti, pour maintenir la domination coloniale.

Que la clôture entre le militaire et le civil soit une nécessité pour le pouvoir, c'est ce que montre aussi l'autre volet de la profession de foi du candidat Jouve : les appelés sont d'autant plus sensibles au problème de l'emploi qu'ils savent qu'à l'issue du service, ils auront le plus grand mal à trouver du travail, et se demandent com-

bien en trouveront. Quant aux engagés, dont le nombre a augmenté en 1975, ne le sont-ils pas parce que, dans leur région, il n'y a pas de travail ?

C'est ce que montrent aussi les candidatures de Jung et de Valentini. S'ils sont inculpés devant la Cour de sûreté de l'Etat, c'est qu'ils ont — avec le PSU — jugé scandaleux que l'armée prétende se trouver hors et au-dessus de toute loi (avec un tortionnaire d'Algérie à sa tête), et qu'ils estiment que, à l'armée, un soldat reste un travailleur. Et c'est aussi parce que, militants politiques et syndicalistes, ils luttent — en s'obstinant à réaliser l'unité — pour que les travailleurs imposent leur propre contrôle collectif à l'usine, à la campagne et à l'armée !

C'est en ce sens que ces candidatures veulent illustrer cette idée-force, que c'est bien à l'ensemble des travailleurs à décider dès maintenant.

Une campagne électorale, ça coûte cher. Soutenez l'action du PSU.  
Versez au CCP 14 020 44 Paris à l'ordre du PSU (soutien cantonales).

## Un autre inculpé parmi les candidats PSU

Jean Lajonchère, ouvrier à la SCPC de Cournon, délégué CFDT de son usine, est candidat à Clermont-Ferrand. Il vient d'être inculpé à la suite d'une agression contre un piquet de grève où il représentait la CFDT, le 9 août 1975. Il avait passé à l'époque huit jours à l'hôpital et eu un mois d'arrêt de travail. Mais c'est lui qui a été inculpé pour « coups et blessures » à la suite de la plainte du patron. Sa propre plainte, évidemment, est restée lettre morte.

Ce sera l'occasion pour nos camarades du Puy-de-Dôme de mener campagne contre les atteintes au droit de grève et la collusion patronat-gouvernement-justice dans cette vague répressive contre le mouvement ouvrier.